

le prolétaire

M 2414-402-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

JUILLET-AOUT-SEPT.
1989

5 FF - 30 FB
3 FS - 2000 LI

N° 402

L'APPARENTE TOUTE-PUISSANCE DE LA BOURGEOISIE N'EMPECHERA PAS DEMAIN LA VICTOIRE DU COMMUNISME

" Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner."

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! "

C'est par ce cri de guerre du prolétariat mondial contre les classes dominantes de tous les pays, que se conclut en 1848 le "Manifeste du Parti Communiste" de Marx et Engels. Le Manifeste définit le programme du parti dit communiste, sans distinction de nationalité, pour tout le cycle historique qui va de l'affirmation du capitalisme comme mode de production dominant, à son renversement violent et à l'instauration de la dictature du prolétariat, phase nécessaire à la transition vers le stade inférieur du communisme (ou socialisme) puis vers le plein communisme.

Si le programme révolutionnaire n'était pas valide pour toute la période historique qui va jusqu'à la victoire de la révolution communiste mondiale, le marxisme, c'est-à-dire la théorie du communisme révolutionnaire, ne serait rien d'autre qu'une idéologie, que le reflet déformé de la réalité historique. Au mieux, il ne serait qu'une théorie née d'une utopie ou du matérialisme vulgaire, impuissante à représenter dans le présent l'avenir du mouvement de classe du prolétariat, et donc l'avenir de l'espèce humaine. Il aurait cessé d'être une science.

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" n'est pas seulement un appel à la solidarité de classe et à la lutte commune contre l'ordre social existant. C'est l'indication de la voie à suivre pour arriver aux objectifs communistes; c'est l'affirmation des tâches historiques, et non pas seulement immédiates du mouvement de classe du prolétariat; c'est la reconnaissance de la portée historique du capitalisme lui-même par rapport à la formation et au développement de la seule classe matériellement poussée à lutter non seulement pour elle, mais aussi pour toute l'espèce humaine.

Le communisme, but final, est synthétisé dans la fameuse formule "DE CHACUN SELON SES FORCES A CHACUN SELON SES BESOINS". C'est une société qui ne peut qu'être sans classes, donc sans marché, sans argent, sans propriété privée, bref, sans exploitation de l'homme par l'homme. Et le prolétariat moderne est la classe qui, nécessairement, doit assurer le passage de la préhistoire de l'humanité (les sociétés de classes) à l'histoire humaine (la société sans classes).

Toutes les vagues opportunistes qui se sont succédées pendant les diverses phases de la lutte entre les classes et de la révolution prolétarienne ont tenté de nier que le prolétariat, classe internationale, assume cette tâche historique de façon exclusive, contre toutes les autres classes de la société; et que la conscience politique de cet objectif final doit s'incarner dans une organisation de lutte bien précise, indépendante de toute autre organisation sociale, immédiate ou politique: le parti communiste.

L'"opportunisme", quel que soit sa forme (réformisme, syndicalisme, révisionnisme ou inter-classisme), ébloui par les résultats immédiats et contingents, ne peut s'implanter avec succès dans le prolétariat, qu'à cause de la puissance et de l'influence de la bourgeoisie sur les classes dominées. La fonction, typique de l'opportunisme, de médiation entre les intérêts prolétaires et intérêts bourgeois est conçue comme le liant nécessaire à la pacification entre les classes et à leur collabo-

ration. Elle n'est jamais considérée comme une trêve momentanée dans une lutte à mort entre adversaires; elle ne pourra jamais servir à tirer des leçons des épisodes de lutte, à organiser mieux les forces de classe, à préparer avec plus d'efficacité les affrontements futurs.

Pour cette raison, l'opportunisme suivant les rapports de force entre les classes, adapte ses paroles, ses méthodes et ses forces aux lignes de moindre résistance du mouvement prolétarien. Dans les situations de haute tension sociale et de crise profonde du capitalisme, les forces opportunistes prennent sur elles la responsabilité de la gestion de l'ordre social et de sa défense contre l'attaque de la classe révolutionnaire. C'est ainsi qu'ont agi les social-démocrates allemands Noske et Scheidemann, c'est ainsi qu'ont agi les appareils constitués dans le monde entier par le stalinisme à travers les partis de l'Internationale communiste. La grande peur qui unit de 1917 à 1925 les bourgeoisies de tous les pays, en dépit de leurs rivalités acharnées, contre la révolution en Russie et le mouvement révolutionnaire mondial n'était pas la peur des bolchéviks russes ou des communistes allemands; c'était la peur du communisme, sans étiquette nationale, du communisme en général, du communisme partout. Le capitalisme reconnaissait son ennemi, le communisme, non plus comme spectre, mais comme une réalité physique et terrible.

La froide détermination avec laquelle se battirent toutes les forces bourgeoises, en particulier "de gauche" - faux communistes, faux socialistes -, pendant ces longues années de guerre sur tous les fronts de la contre-révolution finit par avoir raison du parti marxiste et de la révolution communiste. Le communisme redevint le spectre de Marx, condamné à hanter les greniers moisissés... C'était l'heure du triomphe du faux communisme de la terrible vague opportuniste, connue sous le nom de stalinisme: la théorie du socialisme dans un seul pays avec tous ses rejets, du socialisme chinois des "4 classes" au socialisme "à visage humain" des années soixante.

A la différence des précédentes, cette vague opportuniste, la plus longue de toutes, réussit à détruire non seulement le parti révolutionnaire et ses bases théorico-programmatiques, mais même toute organisation immédiate indépendante de la classe ouvrière. Sa victoire a assuré aux classes dominantes bourgeoises une longue période de paix entre les classes et donc une longue et paisible période d'accumulation, de commerce, de profits, en opposition frappante avec les menaces du premier après-guerre contre l'ordre établi. L'anéantissement des forces de la révolution communiste, l'effort constant et gigantesque de

(Suite en page 5)

LES SANGLANTES CONVULSIONS DU CAPITALISME CHINOIS

Dans un rapport sur la Chine à une réunion générale de notre parti, il y a 10 ans, nous avons expliqué les oscillations périodiques du capitalisme chinois entre "deux lignes", l'une "rouge" et l'autre "noire": la première accompagnée d'une mobilisation idéologique à caractère égalitaire, consistant à enrôler de façon quasi militaire la force de travail, la seconde privilégiant l'augmentation de la productivité, le recours aux "incitations économiques" et la glorification de l'émulation.

Ces deux "lignes" loin de correspondre à une lutte entre socialisme et capitalisme, comme le prétend la mythologie maoïste, correspondent aux deux phases fondamentales de l'économie bourgeoise: l'augmentation de la journée de travail, l'extorsion de plus-value absolue d'une part; l'intensification de l'exploitation; l'introduction des machines et l'extorsion de plus-value relative d'autre part. Le rapport notait que les statistiques économiques, si peu fiables soient-elles, reflètent cette oscillation du capitalisme chinois en crises économiques périodiques, celles-ci étant à l'origine des tournants politiques. Ces causes fondamentales expliquent ainsi la situation sociale et politique actuelle.

Le rapport concluait: " Mais la tennance réelle du capitalisme chinois est bien représentée par les pragma-

tiques de la "ligne noire". Ils sont revenus sur le devant de la scène et ils mêlent de façon significative les préceptes de Staline et d'Adam Smith. A peine sorti de la prison où l'avait fait enfermer "la bande des quatre" (le théoricien) Yeh Fang a proclamé: "il peut y avoir des millions de lois, mais la plus importante est la loi de la valeur" (1). Et le rapport concluait au développement inévitable des conflits sociaux.

Au cours de ces dernières années, l'équipe dirigeante - toujours autour du vieux Deng Xiao Ping - a multiplié les réformes et "l'ouverture" au grand ravissement du capitalisme occidental, avide de s'investir dans un pays où vit le quart de l'humanité. La réforme sans doute la plus importante a été la décol-

(Suite en page 9)

POLOGNE: LA FARCE ELECTORALE CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

Depuis les magnifiques luttes des prolétaires polonais en 1980, qui devaient faire plier l'Etat sur ses revendications économiques et sociales, notamment en arrachant le droit de s'organiser en dehors des appareils syndicaux officiels, le mouvement ouvrier de Pologne n'a cessé d'être le jouet des forces bourgeoises et petites-bourgeoises de la démocratie et n'a cessé d'être relégué au rang de simple faire-valoir de démocrates de tous horizons, en civils comme en soutane.

Nous avons salué les flambées de lutte de 1980 et appelé alors à la nécessaire solidarité internationale du prolétariat, en insistant sur le devoir des prolétaires de l'Ouest de montrer à leurs camarades polonais que la démocratie signifie toujours l'exploitation du prolétariat, le chômage, la misère des sans-réserves, la police pour déloger les piquets de grève, les discriminations de toutes sortes, l'insécurité matérielle pour la plupart, et aussi qu'elle n'est qu'un luxe que peut se payer l'impérialisme lorsqu'il est assez puissant pour faire retomber quelques miettes de son festin sur la table des prolétaires, et que lorsque ceux-ci, envoutés par les charmes de la "consommation" que ces miettes leur autorisent et trahis quotidiennement par les appareils syndicaux et leurs soit-disants représentants politiques "socialistes" ou "communistes", sont impuissants à apparaître sur la scène sociale et politique comme classe aux intérêts antagoniques du capital.

Depuis 81, date de l'Etat de siège, le mouvement ouvrier de Pologne n'a donc cessé de se faire dénaturer, d'être le sujet de pression de sa propre direction des grèves de 80, d'être dévié de la voie de la lutte de classe qu'il avait emprunté, pour se faire canaliser dans celle de la démocratisation de l'Etat, c'est-à-dire de la survie du capitalisme national.

Très vite, l'"entente" ou l'"union nationale" devint le terrain d'évolution de toutes les forces politiques et sociales. L'Etat a été très vivement encouragé dans cette voie par la bonne volonté affichée par Walesa et ses "conseillers" pour éviter tout redémarrage des luttes comme en 80, même au plus

(Suite en page 9)

Dans ce numéro

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE RUFA
SUISSE: LE PACIFISME NE DESARME QUE LA CLASSE OUVRIERE
LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (3)
PALESTINE VAINCRA?
ALGERIE: LE PAPS, L'ARBIN DU CAPITALISME
VENEZUELA POUR UNE AUTODEFENSE DE CLASSE
LA FORMATION DU PARTI MARXISTE EXIGE DES BASES D'ORIENTATION
ABSOLUMENT HOMOGENES
ARGENTINE: VIOLENTE REPRESSION CONTRE LES EMEUTES DE LA FAIM
ACTION DIRECTE: L'ISOLEMENT A PERPETUITE
LENINE ET LA QUESTION DE LA GUERRE

CORRESPONDANCE

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE RUFA

La grève des travailleurs de Rufa, entreprise du bâtiment de Caen, a démarré en novembre dernier; elle durera pendant presque 5 mois et se terminera par un échec.

Les revendications au départ de la grève étaient les suivantes: amélioration des conditions particulièrement mauvaises du travail; 13^{ème} mois pour tous; 1500 F d'augmentation pour tous; pas de salaires inférieurs à 6000 F brut; des indemnités de déplacement correspondant aux frais engagés; réintégration d'un délégué licencié CGT.

Les travailleurs - des immigrés en grande partie - ont eu à faire face à un patron de choc, soutenu par le patronat du bâtiment, la presse locale, la justice bourgeoise, les diverses institutions de la paix sociale (Inspection du travail). Le gouvernement lui-même a donné sa contribution au pourrissement de la combativité des travailleurs avec la manœuvre classique de la nomination d'un "médiateur".

Les travailleurs non-syndiqués mettent l'accent sur la volonté d'auto-organisation et d'indépendance des grévistes vis-à-vis des syndicats, et sur une critique du rôle et de l'attitude des syndicats (CGT et CFDT). Dans leur bilan, ils mettent en avant les points suivants: "Il nous paraît important pour la réussite d'un conflit que soit mis en place dès le début un comité de grève. Il faut refuser d'être menés par le bout du nez par les responsables syndicaux et il ne faut plus leur laisser

le monopole des négociations avec le patronat."

"Face à l'intransigeance du patronat et du gouvernement (...), seules des actions dures pourront les faire céder"

"Il nous semble inutile de perdre son temps à faire des démarches auprès des administrations comme l'Inspection du Travail qui n'est nullement neutre, mais aux ordres du pouvoir (...)"

"Il ne faut pas se faire d'illusions sur la presse mais plutôt compter sur nos propres forces pour informer l'opinion."

"Il faut faire appel le plus vite possible à la solidarité extérieure: soutien financier (vital dans une longue grève), participation aux actions, popularisation et élargissement pour éviter l'isolement du conflit"

"Il est urgent que les travailleurs non-syndiqués se regroupent et s'organisent collectivement sur des bases de lutte s'ils ne veulent pas être les éternels trompés. Etre non-syndiqués, ce n'est pas, en ce qui nous concerne, refuser d'être organisés ou de lutter. Au contraire, c'est vouloir reprendre en mains, nous-mêmes, nos affaires, nos intérêts, et nos revendications de travailleurs".

Dans une lettre, un des participants à ce conflit nous précise:

(...) Notre comportement n'est pas anti-syndical, car notre façon de fonctionner est syndicale, nous luttons pour une autre forme d'organisation de la classe ouvrière, la représentati-

on des syndicats dans les entreprises par les élections, nous ne la reconnaissons pas réelle, nous préférons un travail plus long mais plus sûr, à la base. Je vous envoie le dossier de presse sur le conflit, où le rôle de la presse est très clair; lorsqu'ils ne censurent pas, l'information n'est que déformation et même criminalisation à l'encontre de ceux qui osent lutter, assimilant les travailleurs non-syndiqués de Rufa ainsi que d'autres à de vulgaires casseurs. Une chose très importante de ce conflit, c'est que la composante non-syndiquée n'a jamais pu être empêchée par les syndicats. Trois composantes ont existé dans le conflit: CGT, CFDT, non-syndiqués, rejointes plus tard par la CNT locale. Dans la dernière période, les non-syndiqués et la CNT ont été les seuls à maintenir l'action.

Nous sommes actuellement dans la période de répression, les plaintes se concentrent sur nous. Deux travailleurs non-syndiqués de Rufa ont été licenciés pendant ce conflit pour leurs actions, en plus des 44 licenciés de la Préfabrication pour des raisons dites économiques.

En ce qui concerne la solidarité financière, dès la coordination des travailleurs non syndiqués Rufa et autres nous avons fonctionné indépendamment du compte CGT-CFDT. L'argent collecté individuellement ou collectivement aux portes des grandes surfaces, péages d'autoroutes, etc., a été distribué immédiatement après les collectes à ceux qui participaient aux piquets de

jour et de nuit ainsi qu'aux actions.

Actuellement, malgré les engagements pris en Assemblée Générale concernant un soutien réciproque en cas de répression, nous nous trouvons un peu seuls, mais ce n'est pas trop étonnant. C'est dans ce cadre que nous demandons une solidarité financière pour notre défense. 2 travailleurs non-syndiqués et licenciés, Jean-Yves Beaufils, 20 ans de boîte chez Rufa, et Jean-Pierre Beaufils, 17 ans de boîte, se retrouvent avec plusieurs plaintes, dont une pour coups et blessures volontaires sur un contre-maître, ainsi que dégradation du matériel d'entreprise. En ce qui me concerne, travailleur extérieur à l'entreprise, je me retrouve inculpé de coups et blessures sur un flic ayant entraîné un arrêt de travail supérieur à 10 jours. Il est clair que nous dérangeons, l'Etat et le patronat ne vont pas nous faire de cadeaux.

Ne comptant pas financièrement sur les structures syndicales, nous allons avoir besoin dans un premier temps de 5000 F pour les frais d'avocat, sans parler des amendes et autres. (...)"

Cet appel à la solidarité envers les participants à ce conflit difficile ne doit pas rester sans écho. Le soutien financier fait partie de la solidarité de classe indispensable pour les luttes des travailleurs. Les contributions peuvent être envoyées à l'adresse ci-jointe: Joël Lamy, Chemin du Pont Chalan, 1412 BARON sur ODON.

SUISSE: LE PACIFISME NE DESARME QUE LA CLASSE OUVRIERE

En novembre aura lieu en Suisse une votation sur l'initiative lancée il y a quelques années par les milieux pacifistes (intitulée "Pour une Suisse sans armée") et revendiquant ni plus ni moins que l'abolition de l'armée nationale! Une telle situation de crétinisme démocratique ne pouvait se produire que dans ce pays de démocratie directe et de discipline sociale parfaite (acquise en fait grâce aux miettes d'un impérialisme financier qui, bien que s'appuyant sur une petite nation est particulièrement efficace), où chaque citoyen ou groupe de citoyens peut faire usage du droit d'initiative pour soumettre un projet de loi. Cette méthode est largement utilisée par l'ordre bourgeois pour dévier les prolétaires de la lutte directe de défense de leurs intérêts en les canalisant dans les ornières les plus profondes de la paix sociale.

Dans le domaine syndical, le droit d'initiative est régulièrement utilisé pour se substituer à la lutte directe, pour réclamer par exemple l'introduction des 40 heures. Les syndicats ultra-journaux, les partis réformistes et opportunistes (PS, PdT et PSO de la IV^{ème} Internationale) se disputent la paternité de ces actions répétées d'initiative, visant à faire croire aux prolétaires que la lutte de classe imposant un engagement personnel peut parfaitement être épargnée grâce à la miraculeuse démocratie directe, qui, elle, n'impose aucun sacrifice.

Les pacifistes, bon démocrates eux-mêmes, ont donc suivi le même chemin: ils songent creux pour défendre leurs illusions sur l'auto-destruction de l'armée bourgeoise.

Le programme des pacifistes n'est pas compliqué; il tourne autour d'une seule idée obsessionnelle, la "paix" et la "non-violence", et ils en font la prémisse à toute leur théorie petite-bourgeoise de transformation de la société capitaliste en un paradis de douceur. De leur point de vue, pour agir sur la société capitaliste hyper-centralisée, hyper-dominée par les puissances financières, hyper-militarisée, il faut agir sur les consciences des "gens", du "peuple", leur inculquer "d'autres" valeurs morales que celles de la grande bourgeoisie, valeurs plus humanistes, plus démocratiques encore. De telles prémisses les amènent donc à agir non sur les faits et la réalité des rapports sociaux - donc par la lutte entre les classes - mais dans le domaine nébuleux des Idées et des Sens, considérés non pas comme le reflet dans la pensée humaine des rapports réels de production, mais comme l'origine volontaire de ces rapports, capable donc non seulement de les générer mais aussi de les transformer jusqu'à en changer la nature même. Leur pratique est donc reliée directement à cette métaphysique.

L'affrontement et la lutte directe de la classe exploitée sont répudiés au profit de l'action individuelle, stérile pour l'efficacité et le renforcement de la classe ouvrière, et par laquelle chaque individu se présente seul face à l'ennemi militariste, prêt à re-

cevoir les coups et à s'élever au rang de martyr.

Dans cette optique, l'armée ne se combat pas dans la réalité, dans les casernes, contre la hiérarchie et contre ses défenseurs civils, ayant troqué les casquettes à galons contre les trois pièces patronales, mais dans le domaine fumeux de la bonne volonté, des "droits", des bons rapports entre classes, etc.

Les pacifistes sont pour la paix "en général". Leur façon de poser le problème de la paix se distingue par sa simplicité apparente et entend séduire la population et les prolétaires en particulier, en réduisant la question de la violence en une alternative abstraite: est-on pour ou contre la guerre en général, pour ou contre la violence en général, indépendamment de savoir qui l'utilise, contre qui est-elle utilisée, dans quelles circonstances historiques, etc. Posé dans un tel absolu et d'une manière si irréaliste, donc sans analyser le type de guerre, guerre révolutionnaire de la bourgeoisie, guerre coloniale, guerre impérialiste ou guerre civile du prolétariat pour conquérir le pouvoir, tout prolétaire confusément épris de paix, et tombant dans le piège, ne pourrait que répondre par "contre".

Dans les principes marxistes, le prolétariat est opposé à toute guerre exterminatrice dont il serait la simple chair à canons pour défendre des intérêts de rapine qui ne sont pas les siens. Mais il n'est pas opposé à toutes les guerres, et ni même surtout à la violence par principe (1).

Les pacifistes ramènent par contre la question de la guerre et de la violence à être pour ou contre métaphysiquement, au nom d'une grande Idée chrétienne, humaniste ou faisant référence aux droits de l'homme, voire parfois encore à un idéal "socialiste". La paix globale, lorsqu'on élimine les rapports réels, devient un état possible entre les nations et les peuples sans changer d'abord la nature du pouvoir en place et sans modifier les rapports de production, en supprimant salariat et classes. Cet état idyllique entre capitalismes concurrents serait pratiquement atteint par le désarmement unilatéral et volontaire.

Si l'on devait résumer en deux grandes catégories où se trouvent les ennemis du prolétariat, on mettrait dans un premier paquet les agents directs du capital qui agissent ouvertement pour en diriger les destinées; dans l'autre on placerait tous ceux qui d'une façon ou d'une autre illusionnent par leur discours les prolétaires sur les voies à suivre pour leur émancipation, voies où ils pourraient faire l'économie de la lutte réelle en se contentant d'une lutte de consciences, basée sur la seule "force convaincante" du discours, donc ne nécessitant pas d'autres formes que parlementaire, électorale, démocratique.

En tentant de séduire les jeunes prolétaires par cette économie, le pacifisme se met en travers historiquement de la marche vers la révolution prolétarienne et pratiquement aujourd'hui en travers de toutes les tentatives de placer des épisodes de lutte sur un terrain de classe (lutte immédiate à caractère syndical, social, antimilitariste, etc.) Refusant aujourd'hui et sous les ordres de l'officier bourgeois de prendre un fusil en main, pour raison de conscience, les pacifistes refuseront demain d'aider la révolution prolétarienne à combattre la réaction à celle-ci, ou pire passeront du côté de la réaction sous prétexte de sauver la sainte démocratie sans laquelle ils ne sont rien.

Le pacifisme génère et entretient la cohorte des mythes que fabrique la démocratie, et parmi ceux-ci l'illusion que la société bourgeoise n'est violente, impérialiste, exploiteuse, oppresseuse qu'à cause de la cupidité, de la férocité, de la méchanceté des hommes qui la dirigent et qui tirent entre eux une toile de bureaucratie, de passe-droit, de corruption, dominant ainsi le "bon peuple" de la puissance de son réseau d'influence et d'argent. Une telle explication de la société bourgeoise en fait reposer les mécanismes non pas sur les lois objectives de la production capitaliste (basées sur la seule production de plus-value et l'exploitation de la force de travail par le travail salarié, et s'accordant aussi bien - selon les circonstances historiques - avec un régime de gouvernement démocratique, fasciste ou "socialiste"), mais sur la volonté et la conscience morale d'hommes politiques sujets des forces économiques dominantes et qui, payés pour cela, se soumettent par choix individuel à la "politique de l'argent" plutôt qu'à la "politique du peuple", à la "politique de la qualité de la vie" ou de l'environnement. Le mythe est donc de laisser croire que le capitalisme laisse le choix de son orientation et de sa nature!

Mais la "paix" n'est pas la propriété politique exclusive du pacifisme. Toutes les forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises la réclament chacune pour son compte, chacune pour ses intérêts, mais toutes s'accordent sur le fond en suggérant qu'en système capitaliste au stade impérialiste le plus développé, les guerres sont choses évitables. Ils appuient leurs affirmations sur les justificatifs les plus infondés tel que l'absence de grand conflit mon-

dial depuis cinquante ans, la dissuasion nucléaire qui a joué et joue encore un rôle pacificateur, que le capitalisme est tellement enchevêtré à l'échelle internationale, que les peuples des grandes nations "ne veulent plus la guerre", etc. Sans répondre ni faire le tour de tous ces préjugés, rappelons que l'histoire ne se répète pas comme les heures d'une horloge et que la préparation d'une guerre impérialiste dépend de conditions matérielles d'antagonismes entre puissances concurrentes dont la maturité est d'autant plus longue que le cycle d'accumulation a été pleinement accompli et donc que les réserves servant à amortir les crises sont grandes. En l'occurrence, la dernière guerre impérialiste mondiale a créé une nouvelle situation de rapports de force, un nouveau partage du monde, dont la remise en question - nous l'observons avec la longue crise qui dure depuis 15 ans - se déroule avec lenteur. Mais pendant ce temps les antagonismes inter-impérialistes se chargent d'autant plus de contradictions, et comme les bourgeois savent que pour résoudre ces antagonismes la politique a des limites que seule la guerre peut franchir, se préparent les conditions de nouveaux affrontements, où le renouvellement de l'arsenal militaire opéré au nom du désarmement, de la dénucléarisation et de la détente, joue un premier rôle. Quant à la prétendue perte de vitesse du chauvinisme et de "l'esprit guerrier" des peuples des grandes puissances capitalistes, rappelons comment les intellectuels de gauche pourris ont accueilli par des hurrahs l'intervention française au Tchad sous le règne de Mitterrand, comment la guerre des Malouines a sauvé Thatcher et enthousiasmé les argentins, comment l'Amérique réhabilite la guerre du Vietnam longtemps maudite à cause de l'humiliante défaite, comment ont été bénies les forteresses navales parties défendre les intérêts de l'Occident dans le Golfe ou comment les "bons peuples" restent indifférents au soutien de leur Etat aux pays les plus féroces vis-à-vis des masses qu'ils exploitent, comme Israël ou l'Afrique du Sud!

Selon le pacifisme, dont la vue est courte et l'esprit englué dans une douce comptote de déductions primitives, la guerre en général est donc un bien mauvaise chose. Et, comme la guerre se réalise par l'affrontement d'armées adverses, équipées et organisées pour cela, il n'y a qu'un pas à franchir intellectuellement, pour découvrir dans la cause de la guerre l'existence et l'entretien même des puissantes forces militaires.

La guerre serait en quelque sorte une manière d'en justifier l'existence. Donc, la suppression de l'armée supprimerait ces causes des guerres incessantes et libérerait les peuples du militarisme bourgeois tout puissant!!!

Pour le marxisme la question de la guerre et de ses causes ne peut se poser de manière si aberrante. L'armée bourgeoise n'est qu'un instrument de l'Etat capitaliste, et les causes des guerres du type impérialiste ne doivent rien à l'existence en soi des armées bour-

(Suite en page 12)

LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (3)

Nous, l'armée mondiale du communisme, avons depuis longtemps réglé nos comptes historiques avec le jacobinisme. Tout le mouvement prolétarien international actuel a été formé et s'est renforcé dans la lutte contre les traditions du jacobinisme. Nous avons soumis ses théories à la critique, nous avons dénoncé ses limites historiques, son caractère socialement contradictoire et utopique, sa phraséologie, nous avons rompu avec ses traditions, qui, des décennies durant, ont été regardées comme l'héritage sacré de la révolution.

Mais nous défendons le jacobinisme contre les attaques, les calomnies, les injures stupides du libéralisme anémique. La bourgeoisie a honteusement trahi toutes les traditions de sa jeunesse historique, et ses mercenaires actuels déshonorent les tombeaux de ses ancêtres et narguent les cendres de leurs idéaux. Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie. Le prolétariat, si radicalement qu'il puisse avoir rompu dans sa pratique avec les traditions révolutionnaires de la bourgeoisie, les préserve néanmoins comme un héritage sacré de grandes passions, d'héroïsme et d'initiative, et son cœur bat à l'unisson des paroles et des actes de la Convention jacobine.

(Trotsky, "Bilan et perspectives", 1906. cf "1905", Editions de Minuit, p.412)

Depuis que ces lignes ont été écrites, la bourgeoisie n'a pas changé d'attitude par rapport au "jacobinisme", comme le démontrent les commémorations du bi-centenaire: pour les bourgeois de gauche ou de droite, il n'est concevable de fêter qu'une partie de la révolution: celle, parlementaire, des Etats-généraux, celle de la déclaration des "droits de l'homme", celle du compromis entre les classes opposées, en feignant de ne voir dans l'irruption violente des masses sur la scène de l'histoire au cours de l'été 89, que de désagréables et inutiles bavures préfigurant les "excès" des années ultérieures. Mais le mouvement prolétarien a, lui, subi la plus terrible contre-révolution, et l'armée mondiale du communisme a disparu, cédant la place aux détachements nationaux de l'opportunisme réformiste. Sur le plan politique et social celui-ci se caractérise par la **collaboration de classe** et sur le plan idéologique et théorique il reprend les positions bourgeoises radicales qu'il présente à la classe ouvrière comme des idéaux absolus: la Démocratie, la Nation, la Justice, la Raison, etc., tous ces "principes immortels" proclamés au XVIIIe siècle. Il est donc naturel qu'il présente le "jacobinisme" et la révolution française comme des exemples historiques à suivre pour le prolétariat, bien davantage que le bolchévisme et la révolution de 1917, ravalés au rang d'accidents de l'histoire. L'appréciation et l'analyse de la révolution française n'ont donc pas seulement un intérêt historiographique; pour nous, marxistes, elles font partie de la lutte pour la défense de la conception socialiste scientifique de la lutte des classes et de la succession historique des modes de production, pour la défense de la théorie et du programme communiste, **pour la défense de la révolution communiste future.**

JACOBINS ET GIRONDINS

Les partis politiques n'existaient pas encore, mais une vie politique de plus en plus riche et complexe divisa l'Assemblée en "fractions", en "droite", "gauche" et "centre" qui étaient affiliés à des "clubs". Les députés de droite, monarchistes, étaient affiliés au club des "Feuillants". La plupart des députés de la gauche étaient inscrits au club des "Jacobins". Grâce à sa cotisation plus faible, le club des Jacobins était fréquenté par des éléments plus populaires, plus issus de la petite-bourgeoisie que le club des Feuillants. Les clubs, comme les "sections", ouvertes aux citoyens "actifs" (c'est-à-dire suffisamment riches pour être électeurs), devinrent rapidement des organes politiques des différentes classes ou fractions de classes. Le club des Jacobins, dont l'influence grâce à ses filiales, allait s'étendre à tout le pays, s'imposa comme le centre dirigeant de la révolution, après l'échec de la période de compromis avec la royauté. De leur côté, les sections parisiennes s'ouvrirent aux citoyens "passifs" lors de l'effervescence populaire de l'été 92, se transformant ainsi en lieu d'expression et forme d'organisation et de mobilisation des couches inférieures, "plébéiennes" de la population.

Dès le début de l'année 1792 la situation politique et sociale n'avaient cessé de se tendre, ranimant l'agitation populaire brisée par le massacre du Champ-de-Mars de juillet 91. Sur le plan politique, la gauche de l'Assemblée était divisée en "Montagnards", très minoritaires, et "Girondins". Ces derniers réussirent à faire voter la guerre à l'Assemblée, dans le but de consolider la révolution, alors que la Cour et toute la réaction voyaient dans la guerre, qui ne pouvait se terminer d'après leurs analyses que par la défaite de la France, la possibilité d'en finir avec la révolution. Et en effet l'armée était encore une armée traditionnelle de l'ancien régime; sa hiérarchie composée de nobles était hostile à la révolution et sympathisait de tout cœur avec les émigrés qui allaient combattre dans les troupes ennemies. Mais la guerre va inévitablement aggraver toutes les contradictions internes au pays, et imposer les solutions révolutionnaires. Les girondins en sont bien conscients, qui proclament: "il nous faut de grandes trahisons". Cependant ils ne cherchent qu'à consolider par la guerre les premiers résultats obtenus par la révolution et ils s'opposent vite à tout approfondissement de la révolution. Au début de 92 l'agitation sociale commence à inquiéter les secteurs les plus conservateurs de la bourgeoisie. La politique générale des Girondins est bien résumée par la lettre ouverte de l'un de leurs chefs: "Le (...) le Tiers Etat est divisé et voilà la vraie cause de nos maux. La bourgeoisie, cette classe nombreuse et aisée, fait scission avec le peuple. (...) Il faut que la bourgeoisie soit bien aveugle pour ne pas apercevoir une vérité de cette évidence; il faut qu'elle soit bien insensée pour ne pas faire cause commune avec le peuple. (...) le peuple est le seul objet de sa défiance. On lui a tant répété que c'était la guerre de ceux qui avaient contre ceux qui n'avaient pas, que cette idée à la poursuite partout. Le peuple, de son côté, s'irrite contre la bourgeoisie, il s'indigne de son ingratitude, il se rappelle les services qu'il lui a rendus, il se rappelle qu'ils étaient tous frères dans les beaux jours de la liberté. Les privilégiés

(c'est-à-dire: la noblesse - NDLR) fomentent sourdement cette guerre qui nous conduit insensiblement à notre ruine.

La bourgeoisie et le peuple réunis ont fait la révolution; leur réunion seule peut la conserver. (...) Nous ne devons avoir qu'un seul cri: Alliance de la bourgeoisie et du peuple; ou, si on aime mieux: Union du tiers Etat contre les privilèges" (1).

Les conciliateurs girondins étaient eux-mêmes des bourgeois; et dans les révolutions anti-féodales ultérieures il se trouva toujours des conciliateurs pour prôner l'union entre les classes au nom de la lutte contre l'ennemi commun. Mais au vingtième siècle, les conciliateurs se prétendent socialistes, des menchéviks aux stalinien. De toutes façons la politique conciliatrice ne peut déboucher que sur la défaite de la révolution si on lui laisse libre cours. Un siècle plus tard, dans une situation sans doute bien plus avancée sur les plans économiques et sociaux, mais où la question centrale était aussi celle d'une révolution bourgeoise, anti-féodale, Lénine écrivait:

"Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité, ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés. On nous dira: "cette mise au point affaiblira ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique". Cette mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris, de classes déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe qui jouent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. (...) Dans la lutte contre l'absolutisme, la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent, jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme, c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles; (...) dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible (...). La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie (...) est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat" (2).

C'est à la leçon des révolutions passées, et en particulier de la révolution française, que le marxisme a tiré cette conclusion: même dans le cadre de la révolution bourgeoise, seul le prolétariat est la classe "révolutionnaire jusqu'au bout". Si, en 1792, le degré de développement économique n'avait pas permis de donner naissance à une classe ouvrière aussi bien définie que dans la Russie de Lénine, les différenciations de classe existaient bel et bien au sein du Tiers Etat et la bourgeoisie commençait à redouter les débordements des prolétaires, des couches inférieures du peuple (3). C'est la raison pour laquelle les Girondins (ainsi dénommés parce que leurs chefs étaient des représentants de la bourgeoisie de Gironde) voulaient désespérément souder le bloc de classes du Tiers Etat autour des intérêts de la bourgeoisie. Quel-

ques concessions de cette dernière auraient, selon eux, permis aux classes inférieures d'oublier leurs intérêts propres, comme lors de l'ivresse des "beaux jours de la liberté". Mais l'aggravation des contradictions de classe rendait cela impossible. Les girondins en vinrent à défendre les intérêts immédiats de la bourgeoisie aux dépens du succès de la révolution, donc contre ses intérêts historiques, alors que les jacobins n'hésitèrent pas, à certains moments, à imposer des sacrifices aux bourgeois. Et la bourgeoisie ne l'a jamais pardonné aux jacobins!

La crise de l'été 92 fût provoquée par les débuts désastreux de la guerre, avec ses premières défaites, la détérioration continue de la situation des masses, l'agressivité retrouvée de la Cour qui remplaça le gouvernement girondin par un gouvernement conservateur, mit son veto aux mesures contre les prêtres réfractaires (ceux qui refusaient de prêter serment de fidélité à la constitution) et contre les émigrés. Une fois de plus, l'Assemblée se montrait impuissante; les girondins se refusaient à envisager de sortir de la légalité. Une fois de plus, c'est sur le terrain de l'action directe, illégale, révolutionnaire, des masses plébéiennes que la crise pouvait se dénouer.

Les forces de l'insurrection en préparation que redoutaient les girondins, alors que les montagnards manoeuvraient pour la limiter et la contrôler étaient d'abord les "fédérés", c'est-à-dire les bataillons de volontaires venus des provinces pour défendre "la patrie en danger", organisés en un Comité central et un Directoire secret insurrectionnel. Puis, il y avait les sections parisiennes qui ne cessaient de se gonfler des "citoyens passifs" - en réalité les plus actifs dans la révolution. Se considérant comme les vrais représentants du peuple, elles se constituèrent en Commune révolutionnaire pour diriger l'insurrection du 10 août.

Après la victoire de l'insurrection et l'arrestation du roi, la Commune révolutionnaire réaffirme sa confiance dans l'Assemblée, mais dans la mesure où celle-ci agira enfin de façon révolutionnaire:

"Ce sont les nouveaux magistrats du peuple qui se présentent à votre barre" déclarent à l'Assemblée les représentants de la Commune; "Législateurs, il ne reste plus qu'à seconder le peuple: nous venons ici en son nom, concerter avec vous des mesures pour le salut public. (...) Le peuple qui nous envoie vers vous nous a chargés de vous déclarer qu'il vous investissait de nouveau de sa confiance, mais il nous a chargés en même temps de vous déclarer qu'il ne pouvait reconnaître pour juger des mesures extraordinaires auxquelles la nécessité et la résistance à l'oppression l'ont porté, que le peuple français, votre souverain et le nôtre, réuni dans ses assemblées primaires" (4).

La Commune révolutionnaire va se maintenir pendant plusieurs semaines; sous sa pression l'Assemblée va se décider à voter l'abolition sans indemnité des charges féodales, l'expulsion des prêtres réfractaires, l'instauration du divorce, les premières mesures de réquisition des grains. Face à l'aggravation de la situation militaire, la Commune organise des travaux de défense de Paris, recrute des volontaires, fait forger des armes. Elle crée un "tribunal criminel extraordinaire", multiplie les perquisitions, arrête les suspects. En septembre, des milliers de suspects seront massacrés par la foule ou après avoir été jugés par des tribunaux populaires organisés par la Commune. Pendant toute cette période, il y a une véritable situation de double pouvoir entre la Commune d'une part, et l'Assemblée de l'autre, engagée dans une guerre d'usure contre la Commune.

Finalement, en septembre, la nouvelle Assemblée, élue au suffrage "universel" (les femmes en restaient exclues), la Convention aura raison de la Commune, essentiellement parce que la victoire de Valmy éloignait tout danger militaire immédiat et rendait superflu, donc intolérable pour les bourgeois, le recours à la Terreur et aux méthodes révolutionnaires.

Dans son "Histoire de la révolution russe", Trotsky fait souvent le parallèle avec la révolution française en montrant que le mécanisme de la lutte des classes qui y est à l'oeuvre détermine les mêmes lois de la révolution, même si le degré de développement économique et social et donc le degré de maturité des classes en mouvement, est bien différent.

"Avant encore qu'on en soit arrivé à la guerre et à la guillotine, entre en scène la Commune de Paris, qui s'appuie sur les couches inférieures du Tiers Etat de la capitale, et qui, de plus en plus crânement, dispute le pouvoir aux représentants officiels de la nation bourgeoise. Une nouvelle dualité de pouvoirs s'institue, dont nous relevons les premières manifestations dès 1790, lorsque la bourgeoisie, grande et moyenne, est encore solidement installée dans l'administration et les municipalités. Quel frappant

tableau - et odieusement calomnié - des efforts des couches plébéiennes pour monter d'en bas, des sous-sols sociaux et des catacombes, et pénétrer dans l'arène interdite où des gens, portant perruque et culotte, réglaient les destinées de la nation. (...) Les districts de Paris, citadelles de la révolution, vécurent de leur propre vie. Ils furent reconnus - il était impossible de ne pas les reconnaître! - et se transformèrent en sections. Mais ils brisaient invariablement les cloisons de la légalité, et recueillirent un afflux de sang frais venu d'en bas, ouvrant, malgré la loi, leurs rangs aux parias, aux pauvres, aux sans-culottes. En même temps, les municipalités rurales deviennent l'abri de l'insurrection paysanne contre la légalité bourgeoise qui protège la propriété féodale. Ainsi, sous une deuxième nation s'en lève une troisième.

Les sections parisiennes se dressèrent d'abord en opposition contre la Commune dont disposait encore l'honorable bourgeoisie. Par l'audacieux élan du 10 août 1792, les sections s'emparèrent de la Commune. Désormais la Commune révolutionnaire s'opposa à l'Assemblée législative, puis à la Convention, lesquelles, toutes deux, retardaient sur la marche et les tâches de la révolution, enregistraient les événements mais ne les produisaient pas, car elles ne disposaient point de l'énergie, de la vaillance et de l'unanimité de cette nouvelle classe qui avait eu le temps de surgir du fond des districts parisiens et avait trouvé un appui dans les villages les plus arriérés"

"Dans l'infiniment plus grande maturité du prolétariat russe, par comparaison avec les masses urbaines des anciennes révolutions, résidait l'essentielle particularité de la révolution russe, qui conduisit d'abord au paradoxe d'une dualité de pouvoirs à demi-fantômatique, et ensuite empêcha la réelle dualité de se résoudre à l'avantage de la bourgeoisie. Car la question se posait ainsi: ou bien la bourgeoisie s'emparera effectivement du vieil appareil d'Etat, l'ayant remis à neut pour servir ses desseins, et alors les soviets devront s'effacer; ou bien les soviets constitueront la base du nouvel Etat, ayant liquidé non seulement l'ancien appareil, mais aussi la domination des classes qui s'en servaient. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'orientaient vers la première solution. Les bolchéviks vers la seconde. Les classes opprimées qui, selon Marat, n'avaient pas eu jadis, assez de connaissances, ni d'expérience, ni de direction pour mener leur oeuvre jusqu'au bout, se trouvent, dans la révolution du XXe siècle, armées de ces trois manières. Les bolchéviks furent vainqueurs" (5).

Au cours de la révolution française, les classes opprimées ne pouvaient disposer de leur propre parti, elles ne pouvaient prendre réellement conscience de leurs intérêts historiques, car elles n'étaient pas encore vraiment dégagées des classes inférieures de l'ancien régime. Leurs révoltes finissaient par assurer la solidité du régime bourgeois. "Si donc le prolétariat renverse la suprématie politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, un simple facteur au service de la révolution bourgeoise elle-même, tout comme en 1794, tant que dans le cours de l'histoire, c'est-à-dire dans son "mouvement", ne se trouveront pas créés les conditions matérielles qui rendent nécessaires l'abrogation du mode de production bourgeois et par conséquent la chute définitive de la suprématie politique bourgeoise. La Terreur ne devait donc servir en France qu'à faire disparaître comme par enchantement sous ses terribles coups de marteau, les ruines féodales du territoire français. La bourgeoisie, avec ses conceptions timorées et trop conciliantes, n'eût pas assez de plusieurs dizaines d'années pour achever cette besogne. L'intervention sanglante du peuple ne fit donc que lui préparer la voie" (Marx, "La critique moralisante et la morale critique").

L'insurrection (souvent appelée "la deuxième révolution") du 10 août et la "terreur" populaire de l'été 92 assurèrent la chute définitive de la royauté et l'instauration de la République. Mais les élections de la Convention virent le succès des girondins, le parti "modéré", conciliateur, qui avait déjà tenté de s'opposer au mouvement révolutionnaire de l'été. La victoire électorale des girondins marqua le début de leur défaite. On peut dire des girondins ce que disait Trotsky des Socialistes Révolutionnaires au cours des premiers mois de 1917:

"un parti pour lequel tout le monde vote, hormis une minorité qui sait pour qui voter, n'est pas un parti (...). Le parti socialiste-révolutionnaire apportait solennellement une dénomination à tout ce qui était prématuré, informe et confus dans la révolution de février". (...) L'effroi des socialistes-révolutionnaires devant les campagnes soulevées est parallèle à celui des menchéviks devant l'offensive du prolétariat; dans son ensemble, l'épouvante des démocrates reflète un danger tout à fait réel que le mouvement des opprimés suscitait pour les classes

(Suite en page 4)

LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (3)

(Suite de la page 3)

possédantes, groupant ces dernières en un en un seul camp de la réaction bourgeoise et mobilière" (5-bis).

De même les girondins démontrèrent leur incapacité à faire face aux nécessités de l'heure, à prendre les mesures énergiques nécessaires au salut de la République, en raison de leur crainte du mouvement des masses. Toute leur politique est orientée d'abord contre la Commune, puis contre la minorité Jacobine (ils avaient été exclus des Jacobins); au fur et à mesure que fondait leur influence, ils glissaient de plus en plus vers la droite. Après l'insurrection du printemps 93 qui marqua leur chute et la victoire des jacobins à la Convention, les girondins n'hésitèrent pas à s'allier à la contre-révolution en tentant une "insurrection fédéraliste" en province.

JACOBINS ET PROLETAIRES

A la différence des girondins, les jacobins savaient que le sort de la révolution dépendait de l'attitude des classes inférieures; et ils étaient prêts à maintenir leur alliance avec ces classes, quitte, s'il le fallait, à "faire payer les riches", à imposer certains sacrifices à la bourgeoisie. Robespierre, chef indiscutable des jacobins et de la Convention, a consacré, au printemps 93, ses positions sur le papier:

"Les dangers intérieurs viennent des bourgeois; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple. Tout était disposé pour mettre le peuple sous le joug des bourgeois et faire périr ses défenseurs sur l'échafaud. Ils ont triomphé à Marseille, à Bordeaux, à Lyon (allusion à la révolte "fédéraliste" des girondins-NDLR); ils auraient triomphé à Paris sans l'insurrection actuelle. Il faut que l'insurrection actuelle continue jusqu'à ce que les mesures nécessaires pour sauver la République aient été prises. Il faut que le peuple s'allie à la Convention et que la Convention s'allie au peuple. Il faut que l'insurrection s'étende de proche en proche sur le même plan; que les sans-culottes soient payés et restent dans les villes. Il faut leur procurer des armes, les colérer, les éclairer. Il faut exalter l'enthousiasme républicain par tous les moyens possibles" (6).

La dictature jacobine imposa des mesures extrêmes à la bourgeoisie, mais elle ne le fit que contrainte par la nécessité de maintenir l'alliance avec les sans-culottes et sous la pression directe de ceux-ci. Dès qu'elle en eût la possibilité, elle se tourna contre ses alliés. Quoi qu'il en pensait, Robespierre, travaillait pour les bourgeois. Dans "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" Marx explique:

"Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite-bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des boutiquiers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits-bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent."

Robespierre et les jacobins n'étaient donc en rien des précurseurs du socialisme, des anti-bourgeois, comme a voulu les présenter le courant réformiste, de Jaurès aux stalinien. En dépit de leurs déclarations, en dépit de leur propension à se tourner vers les classes opprimées, leurs idéaux comme leur politique ne sortaient pas du cadre de la nouvelle société bourgeoise en voie d'instauration, et ceci, en dépit du fait que pour se consolider, la société bourgeoise devra les mettre de côté.

Les jacobins voulurent sanctionner leur victoire dans une nouvelle constitution et dans une nouvelle déclaration des droits de l'homme, beaucoup plus démocratiques que les précédentes. Mais dès ce moment, ils se virent contestés sur leur gauche. On peut citer le révolutionnaire Boissel, ouvertement communiste, qui, au club des jacobins, opposa aux formulations de Robespierre, une "déclaration des droits des sans-culottes". Mais plus inquiétante était l'action des enrégés qui étaient à la tête d'un mouvement de mécontentement populaire dans certains quartiers. Au moment de la promulgation de la nouvelle constitution, "l'enragé" Jaques Roux vint présenter à la Convention

une pétition de sa section et du club des Cordeliers, qui sera appelée par certains historiens le "manifeste des enrégés":

"Délégués du peuple français (...) l'acte constitutionnel va être présenté à la sanction du souverain: y avez-vous prescrit l'agiotage ? Non. Avez-vous déterminé en quoi consiste la liberté du commerce ? Non. Avez-vous défendu la vente de l'argent monnayé ? Non. Eh bien ! nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait pour le bonheur du peuple.

La liberté n'est qu'un vain fantôme, quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme, quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable. La République n'est qu'un vain fantôme, quand la contre-révolution s'opère de jour en jour par le prix des denrées auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes.

(...) Ce sont les riches qui, depuis 4 ans, ont profité des avantages de la révolution; c'est l'aristocratie marchande, plus terrible que l'aristocratie nobiliaire, qui nous opprime et nous ne voyons pas le terme de leurs exactions, car le prix des marchandises augmente de façon effrayante. Il est temps que le combat à mort, que l'égoïsme livre à la classe la plus laborieuse, finisse. Prononcez contre les agioteurs et les accapareurs; prononcez et les sans-culottes avec leurs piques feront exécuter vos décrets.

(...) Si le peuple voit dans l'acte constitutionnel une loi claire et précise contre l'agiotage et l'accaparement, il verra que vous voulez sérieusement guérir ses maux, et qu'il ne siège pas parmi vos banquiers, des armateurs et des monopoleurs. (...) Députés de la montagne, que n'êtes-vous montés depuis le troisième jusqu'au neuvième étage des maisons de cette ville révolutionnaire, vous auriez été attendris par les larmes et les gémissements d'un peuple immense, sans pain et sans vêtements, réduit à cet état de détresse et de malheur par l'agiotage et l'accaparement, parce que les lois ont été cruelles à l'égard du pauvre, parce qu'elles n'ont été faites que par les riches et pour les riches" (7).

Les enrégés se faisaient l'expression du mécontentement populaire contre la hausse vertigineuse des prix; en février des manifestants et surtout des manifestantes (la présence de femmes est toujours un signe de la profondeur et de la radicalité du mouvement) avaient protesté à la barre de la Convention contre la hausse des prix. Les manifestants avaient obligé les commerçants à leur vendre leurs marchandises à bas prix. La revendication de la "taxation" des marchandises en leur fixant un prix "maximum" devint la revendication populaire centrale.

La colère des manifestants de février fut détournée par les jacobins contre les girondins, partisans fanatiques du libéralisme économique. Fin avril 1793 l'agitation populaire reprit pour la taxation des prix, mais cette fois une alliance s'était nouée avec les jacobins. Un de leurs orateurs justifia cette mesure extraordinaire à la tribune de la Convention: "Nous devons considérer la France, dans son état actuel, comme une ville assiégée" (8). Le salut de la patrie primait tout; et les sans-culottes avaient clairement affirmé qu'ils n'étaient prêts à partir faire la guerre aux frontières que si leurs intérêts étaient pris en compte. Le 1er mai, une délégation des faubourgs populaires déclara à la Convention: "Voilà, ô nos mandataires, ce que demandent les hommes libres et républicains du 14 juillet et d'aujourd'hui: le maximum, la réiliation des baux, la contribution sur les riches, et leurs départ (pour l'armée) ensuite, et pas avant. (...) Si vous n'adoptez pas (ces mesures), nous vous déclarons que nous sommes en état d'insurrection et que les 9000 hommes qui sont à la porte de cette salle, partagent ce sentiment" (9).

Après la victoire contre les girondins, le "maximum" sur les grains fut voté. Mais cette mesure partielle se révéla vite sans effet. L'agitation reprit donc et les jacobins étaient maintenant en première ligne. En avril-mai ils avaient pu compter sur la Commune, dirigé par des hommes à eux. Ils avaient pu ainsi contrôler l'insurrection. Mais la Commune était maintenant débordée (10).

Le 31 juillet, 39 sections (sur 48) se coordonnèrent en opposition de fait à la Commune officielle, pour entreprendre une action sur le problème des subsistances. Début septembre, l'agitation atteignait son paroxysme, mais les jacobins et la Commune s'étaient concertés pour reprendre la situation en main. Le 5 septembre, devant une manifestation de masse réclamant satisfaction, la Convention accepta de voter le programme politique et social qu'avait défendu les enrégés: mettre la terreur à l'ordre du jour, décréter le "maximum" général (taxation de tous les prix), création "d'armées révolutionnaires" de sans-culottes destinées à aller réquisitionner dans les campagnes les céréales, etc.

La dictature jacobine, le "gouvernement révolutionnaire", née sous la pression des masses représente le point le plus élevé du cycle révolutionnaire ouvert en 1789. Elle constitue la réalisation effective de l'alliance entre les représentants révolutionnaires de la bourgeoisie, et les classes opprimées. En sus des "armées révolutionnaires", des "comités révolutionnaires" de sans culottes se généralisèrent dans tout le pays pour vérifier l'application du maximum, contrôler l'administration, être les correspondants du gouvernement. Les représentants des sans-culottes entrèrent au ministère de la guerre, en même temps que s'organisait la levée en masse. Il fallut cependant plusieurs mois pour que soit accepté "l'amalgame", c'est-à-dire la fusion entre les troupes régulières et les volontaires sans-culottes.

Cette alliance n'était cependant pas une "dictature démocratique", pour reprendre la formule de Lénine qui, avant la révolution, envisageait une dictature révolutionnaire de deux classes (c'est pour cette raison qu'il employait l'adjectif: démocratique), le prolétariat et la paysannerie, contre l'aristocratie et la bourgeoisie. En 1793, pendant la dictature jacobine, le prolétariat restait dans une position subordonnée. Le comité de Salut public veillait tout particulièrement à ce qu'il n'ait pas d'expression autonome. Les premières victimes du Gouvernement révolutionnaire furent les enrégés que les jacobins réussirent à isoler pendant l'été 93, avec l'aide de la Commune. Jacques Roux et d'autres furent arrêtés à ce moment. Pour dissoudre le club des "Républicains révolutionnaires" qui les soutenait, une loi interdit en octobre tous les clubs féminins, avec l'argument crassement bourgeois selon lequel les femmes "par nature", ne devaient s'occuper que de leur famille. D'autre part, la Convention n'accepta de voter le maximum général, qu'en y rajoutant le "maximum des salaires" qui prévoyait même des peines de prison pour les ouvriers qui refuseraient de travailler à ce tarif. Dans les faits, la Commune ne fit pas appliquer, cependant, ce gel des salaires. L'organisation autonome des couches plébiennes reposait sur les sections. Le 9 septembre, la Convention vota une loi qui interdisait la permanence des sections. Mais la réponse des masses fut la création de "sociétés populaires" pour tourner la loi.

La chute des "Hébertistes", l'extrême-gauche jacobine, en mars 94, permit au comité de Salut public d'engager l'offensive contre les couches exploitées, alors que se développaient grèves et agitation contre la hausse des prix. La répression des Hébertistes s'étendit aux sections et aux sociétés populaires; fin mai elles étaient dissoutes. La Commune fut transformée en un simple rouage administratif, après l'arrestation et la liquidation de ses chefs; les armées révolutionnaires furent dissoutes. La loi sur le maximum des salaires fut appliquée, alors que s'assouplissait le maximum des denrées.

A la veille de la réaction Thermidorienne, l'alliance entre la bourgeoisie révolutionnaire et les classes opprimées, qui était à la base du gouvernement révolutionnaire et de son "dirigisme de guerre", était rompue. Il suffira d'un mouvement parlementaire pour en finir avec le gouvernement révolutionnaire et déchaîner la terreur blanche. Ce sont les jacobins eux-même qui lui avaient préparé le terrain.

(1) Lettre du maire de Paris. Jaurès, "Histoire socialiste de la révolution française", tome II, p.348.

(2) Lénine, "Les tâches des social-démocrates russes" (1897). Oeuvres, T.2, p.341.

(3) une brochure réactionnaire écrivait: "Réveillez-vous, hommes qui avez des possessions; (...) c'est mal à propos qu'on donne le nom de citoyens à ces hommes qui, n'ayant rien à perdre, sont disposés à tous les crimes. Les véritables citoyens sont ceux qui ont des possessions; les autres ne sont que des prolétaires ou faiseurs d'enfants; et ceux-ci n'auraient jamais du être armés ni voter que comme en Angleterre." Jaurès, op.cit., p.352.

(4) op. cit., p.634.

(5) "Histoire de la révolution russe", tome I, p.255.

(5-bis) op. cit., p.258.

(6) Jaurès, tome VI, p.160.

(7) op. cit., p.166.

(8) Mathiez, "La vie chère et le mouvement social sous la terreur", tome I, p.179.

(9) op. cit., p.180.

(10) Soboul, "La révolution française" p.308 sq.

L'APPARENTE TOUTE-PUISSANCE DE LA BOURGEOISIE N'EMPECHERA PAS DEMAIN LA VICTOIRE DU COMMUNISME

(Suite de la page 1)

déformation du marxisme, l'asservissement de tous les peuples du monde à la loi des profits - et l'exploitation la plus éhontée des nations les plus faibles - ont permis d'acheter de larges masses de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière dans les pays impérialistes. L'étroite collaboration entre l'opportunisme ouvrier et la bourgeoisie, jusqu'à sa participation directe au gouvernement, a pu isoler et vaincre la révolution communiste assiégée en Russie, puis résister aux crises du capitalisme qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale et aux crises économiques de la période actuelle.

Le communisme en tant que théorie révolutionnaire du prolétariat international et en tant que but final de la lutte de classe n'a pas été vaincu. Ceux qui ont été vaincus, ce sont ceux qui ont constitué les forces physiques des partis communistes et des détachements de l'armée mondiale du prolétariat. Mais le processus matériel du développement des contradictions du mode de production capitaliste reproduit nécessairement ces forces; elles ressurgiront inexorablement demain, plus fortes et plus terribles qu'hier.

Avec le bain de sang des communards de Paris en 1871, la bourgeoisie française et toutes les autres bourgeoisies avec elle, croyaient en avoir définitivement fini avec la révolution prolétarienne. Le prolétariat revint cependant sur la scène historique 46 ans plus tard, derrière le drapeau de l'Octobre bolchévique. La bourgeoisie internationale a cru que la contre-révolution stalinienne avait définitivement tué toute perspective communiste révolutionnaire pour la classe ouvrière. Mais l'assujettissement de la classe ouvrière aux intérêts bourgeois n'a jamais pu être total et n'a jamais pu être obtenu par des méthodes uniquement pacifiques. Après la défaite de la révolution d'Octobre le prolétariat n'a pas eu la force, dans aucun pays, d'entrer en lutte pour la révolution anti-capitaliste. Au cours de ces plus de soixante ans de défaite prolétarienne, la domination bour-

geoise n'a jamais été sérieusement menacée d'un renversement violent. Mais les contradictions matérielles du capitalisme n'ont jamais cessé d'agir et de miner le tissu économique et social du capitalisme; leur puissance destructrice s'est lentement mais inexorablement accrue, créant peu à peu les conditions de la reprise de la lutte prolétarienne. La seconde guerre mondiale, à laquelle le prolétariat n'a pu s'opposer et dans laquelle il a été enrôlé par le stalinisme au seul bénéfice des puissances impérialistes "démocratiques", est une confirmation formidable du marxisme: la guerre impérialiste ne peut être évitée que par la révolution prolétarienne, qui a pour but l'émancipation des populations et de l'humanité toute entière des lois du profit et du capital et de leur cortèges de crises et de guerres.

Le deuxième après-guerre n'a pas été caractérisé par la paix universelle et le bien être croissant pour tous; bien au contraire, il a connu d'incessantes guerres "locales" et un bien être éphémère pour les couches les mieux loties de la classe ouvrière des grandes métropoles impérialistes, bien être qui laisse de plus en plus la place à la détérioration des conditions de vie, au chômage et à la misère croissante. La loi de la paupérisation sous le capitalisme trouve ainsi une nouvelle confirmation: gigantesques richesses pour quelques uns, misère croissante pour le plus grand nombre, pour le prolétariat.

Cette confirmation théorique du marxisme, que seuls les véritables communistes peuvent reconnaître, ne modifie pas en soi la situation, ni ne détermine la classe ouvrière à reprendre la lutte révolutionnaire. Les confirmations théoriques fournies par l'histoire des luttes des classes et par l'évolution du capitalisme doivent servir à ne pas perdre le nord dans les situations difficiles qui sont celles de calme plat sur le front social. Elles doivent servir à ne pas lâcher le fil du temps qui relie l'activité des rares et minuscules groupes de communistes révolutionnaires actuels, aux grandes batailles de classe

L'APPARENTE TOUTE-PUISSANCE DE LA BOURGEOISIE N'EMPECHERA PAS LA VICTOIRE DU COMMUNISME

du passé et à la reprise future de la lutte de classe.

Nous assistons aujourd'hui à de nouveaux assauts contre l'intégrité monolithique du marxisme, de la part des rénovateurs à la Gorbatchev ou des réformateurs à la Deng Xiaoping. Les grandes nouveautés que les gigantesques appareils de propagande étatique présentent fièrement aux prolétaires, ne sont que les misérables copies de discours, de perspectives élaborées par l'opportunisme stalinien à l'époque où il lui fallait encore tenir compte de l'influence du communisme révolutionnaire. Aujourd'hui beaucoup de voiles sont tombés. Ce qui hier était appelé "marché socialiste" reprend aujourd'hui son vrai nom de "marché national"; ce qui était hier appelé "planification socialiste" apparaissait ouvertement comme anarchie capitaliste de la production; ce qui hier passait pour être le "camp socialiste" est de plus en plus clairement reconnu comme un regroupement forcé de pays obéissant aux mêmes lois que les pays capitalistes d'occident.

À la différence d'hier, où la force de la révolution d'Octobre était encore vive pour une génération de prolétaires, plus personne aujourd'hui n'a besoin d'étudier le marxisme afin de le falsifier, afin d'élaborer des théories compliquées pour justifier la propagande de la détente, du désarmement, des accords entre Etats pour résoudre les crises économiques, de la Démocratie comme solution à tous les problèmes de la planète. Aujourd'hui les militants des partis "ouvriers" ont été formés à l'école de la politique-spectacle, du crétinisme de l'odieux visuel, de la participation au pouvoir dans les administrations, les grandes entreprises publiques, les usines ou les banques, de la recherche des avantages individuels ou du groupe dont on fait partie. Et ces managers, culturellement sous-développés, mais très férés dans leurs techniques commerciales ou financières, sont intarissables sur "la fin du communisme", sur "l'échec du marxisme-léninisme" ou sur les méfaits du totalitarisme socialiste: propagande de bas étage, mais qui n'est pas sans effet.

Notre petit mouvement, reconstitué dans l'immédiat après-guerre autour de la restauration de la doctrine marxiste et du programme communiste authentique a développé pendant plus de trente années de vie une grande activité théorique et d'élaboration politique capable de démontrer dans les faits économiques politiques ou militaires fournis par l'adversaire de classe lui-même, que le marxisme est bien la théorie scientifique de la révolution sociale, et que la seule solution aux problèmes posés par les incohérences du mode de production capitaliste réside dans la révolution communiste mondiale.

La bataille permanente contre toutes les dégénérescences du marxisme et contre les incessantes falsifications ou prétendues améliorations du programme communiste a fait partie et fait encore partie de ce travail. Mais ce travail n'aurait pas été possible sans la lutte préalable contre la gigantesque déformation du mouvement communiste constituée par la dégénérescence de l'Internationale communiste, à l'enseigne de cette théorie du "socialisme dans un seul pays".

Au début de notre travail de parti, nous étions les seuls à affirmer et à démontrer, dans l'isolement le plus total et au risque de passer pour des fous, qu'on n'avait pas "construit" le socialisme, ni en Russie, ni en Chine, ni nulle part, mais que régnait partout le capitalisme, plus ou moins développé. Pendant longtemps l'affirmation de la nature capitaliste de l'URSS, l'affirmation que l'instauration du socialisme nécessitait une révolution communiste internationale, guidée par un parti non "français", "italien", "allemand", etc, mais international, suffisaient à nous distinguer.

Nous n'avons abandonné aucune de ces affirmations. Mais aujourd'hui nombreux sont ceux prêts à admettre l'inexistence du socialisme russe ou chinois, nombreux sont ceux qui se détournent des Staline, Mao ou Castro, pour chercher plutôt auprès de Lénine et de Marx la voie sûre du communisme. Car ce sont les faits matériels qui ont démasqué les fausses théories socialistes de l'opportunisme de type stalinien.

Cela ne signifie pas que désormais tout est clair pour les prolétaires et qu'il leur est aujourd'hui facile d'empoigner les armes théoriques du marxisme révolutionnaire, en attendant d'empoigner demain les mitraillettes pour l'insurrection révolutionnaire.

Les classes dominantes ne nous feront jamais la faveur de laisser intactes les armes théoriques: elles savent que les mitraillettes n'ont aucune efficacité si on ne sait pas dans quelle direction les pointer.

En Algérie, au Venezuela, en Argentine et dernièrement en Chine, la bourgeoisie a démontré une fois de plus, dans le sang, qu'elle n'abandonnera jamais le pouvoir, qu'elle sera sans pitié contre la population en lutte contre ses méfaits, et en particulier contre la classe ouvrière, la seule classe qui lui est irréductiblement opposée.

L'expérience contre-révolutionnaire qu'elles se transmettent, enseignent aux classes bourgeoises que le prolétariat est la seule force sociale habituée à la discipline, à l'organisation, à l'action coordonnée, et cela d'ailleurs par le capitalisme lui-même. Mais elles savent surtout que, quel que soit son enthousiasme et son courage, la classe ouvrière ne peut vaincre sans une solide direction, sans son parti de classe. Ce n'est donc pas un hasard si devant le danger mortel incarné dans l'Internationale Communiste - le quartier général du prolétariat mondial - la bourgeoisie ne s'est pas mobilisée seulement pour vaincre en Russie, mais pour détruire partout les partis de l'Internationale 8et si possible pour les détruire de l'intérieur en s'en rendant maître) et pour briser l'arme théorique du communisme qu'est le marxisme. Ensuite la voie était libre pour s'attaquer aux organisations syndicales et immédiates de la classe et le fascisme transmet aux démocraties, libérales ou populaires, la méthode d'intégration de ces organisations dans l'appareil d'Etat. Dans les pays faussement dits "socialistes" cette méthode fut reprise telle quelle, tandis que dans les pays occidentaux on eût une multiplicité d'organisations syndicales, formellement indépendantes de l'Etat, quoique dans la réalité liées à lui de façon irréversible.

Le communisme a été en même temps dépeint comme une méthode barbare, inhumaine, terroriste, employée par des dictateurs sanguinaires assoiffés de pouvoir, et comme une méthode démocratique, humanitaire, progressiste, civilisée, respectueuse des traditions nationales, ouverte à toutes les couches sociales et décidée à dépasser les antagonismes sociaux. Il peut sembler à première vue que ce soient là deux visions opposées; ce sont en fait deux visions, bourgeoises, qui mettent en évidence deux aspects différents, mais pour les mêmes objectifs propagandistes: inoculer dans les cervelles prolétariennes le refus de la violence contre l'Etat et la propriété bourgeoise - la soumission à la démocratie parlementaire capable de résoudre tous les problèmes et de satisfaire toutes les revendications. Dans la mesure où le communisme a été dénaturé en démocratie - sous toutes ses variantes: prolétarienne, populaire, autogestionnaire, alternative, etc. - le mot communisme devient un simple accessoire. Ce n'est plus un spectre menaçant, mais un résidu fossile bon pour les archives des bibliothèques. La bourgeoisie serait-elle parvenue à éliminer tout souvenir du passé ?

En fait toute la propagande ne peut à la longue l'emporter sur les faits matériels. Quels que soient le nombre et les ressources des cohortes de propagandistes, de sociologues, de philosophes et d'intellectuels de tout espèce financés par la bourgeoisie, ils ne peuvent réussir à camoufler la réalité des antagonismes irréconciliables entre les classes dans la société capitaliste. Ils peuvent continuer à utiliser les énergies de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie et de ses valets (dont ils font partie); ils peuvent réussir à dresser les prolétaires les uns contre les autres, ils ne réussiront jamais à empêcher que les énergies comprimées dans les antagonismes de classes et dans les filets de la propriété privée ne finissent, comme la lave du volcan en éruption, par se frayer un chemin jusqu'à la surface politique et sociale, alimentant un processus de polarisation sociale qui se conclura dans l'explosion révolutionnaire communiste.

L'alternative historique n'est pas socialisme ou barbarie, ni civilisation ou barbarie. L'alternative historique est civilisation ou socialisme. Car la civilisation est la civilisation du capital, la civilisation du marché, de l'argent et du profit, une civilisation qui est à la base de l'aimable démocratie comme du vilain fascisme, une civilisation dans laquelle "l'homme a cessé d'être l'esclave de l'homme et est devenu l'esclave de la chose" (Engels), de la propriété privée et de la marchandise. C'est cette civilisation qui est le dernier stade de la préhistoire de l'humanité, et qui sera détruite. "Le renversement des rapports humains est accompli; la servitude du monde moderne des trafiquants, la vénalité poussée au maximum est devenue plus inhumaine et plus totale que la servitude de la glèbe de l'ère féodale; la prostitution est plus immorale, plus bestiale que le droit de cuissage" (Engels, "La situation de l'Angleterre", août-septembre 1844). C'est cette civili-

sation des rapports humains basée sur le règne universel de la marchandise qui est pour la bourgeoisie la civilisation par excellence. Pour la conserver éternellement elle emploie d'immenses ressources, des bataillons d'idéologues de la culture, de la science, de la religion. Mais l'importance même de ces efforts est la preuve que ce système ne peut satisfaire les besoins de l'humanité, et que le fossé entre la minorité possédante et la majorité sans réserves s'accroît à mesure que se développe le capitalisme.

Mais cette bourgeoisie, devenue historiquement superflue et nocive pour l'avenir de l'espèce humaine, est cependant encore si puissante qu'elle semble invulnérable aux yeux des prolétaires. Les derniers événements dans les pays dits "socialistes", en Pologne, en URSS, en Chine, semblent donner raison à la bourgeoisie occidentale: le communisme ne peut que faire faillite et son échec est reconnu par les dirigeants "communistes" eux-mêmes.

En réalité le communisme est totalement étranger aux événements récents pour la simple et bonne raison que ces pays dits "socialistes" sont en fait capitalistes. C'est le développement inégal du capitalisme et les exigences du marché mondial dictant ses exigences aux capitalistes les plus faibles, qui sont responsables des catastrophes économiques et sociales des faux socialismes. Les classes dominantes de ces pays bénéficient de l'expérience générale de la bourgeoisie internationale, dont elles appliquent les méthodes suivant leurs possibilités.

Et elles sont soutenues par toutes les bourgeoisies qui ont intérêt aux développements des marchés nationaux pour y déverser leurs capitaux et leurs marchandises, qui ont aussi intérêt à ce que règne la paix sociale parce que l'accroissement des liens internationaux entre les Etats a aussi accru les risques de propagation des instabilités sociales. Il n'y a pas de classe bourgeoise qui n'ait eu à un moment ou à un autre à réprimer violemment des soulèvements prolétariens. Le prolétariat de tous les pays est ainsi uni non seulement par ces conditions de travail salarié et sans réserve, mais aussi par la même oppression et répression par sa bourgeoisie et par celle des autres pays.

En noyant dans le sang les mouvements prolétariens polonais Jaruzelski a aussi infligé un coup sévère aux prolétaires allemands; américains ou russes, c'est-à-dire aux prolétaires dont les bourgeoisies participent peu ou prou à l'exploitation des prolétaires polonais. Quand Gorbatchev envoie des soldats "rétablir l'ordre" en Arménie ou en Géorgie, ce ne sont pas ces populations seulement qui ont été réprimées; ce sont les prolétaires de toutes les nationalités qui ont été visés. Et quand Deng Xiaoping a décrété la loi martiale et donné l'ordre à l'armée d'ouvrir le feu sur la foule, laissant le champ libre aux fractions les plus réactionnaires de la classe dirigeante pour réprimer le mouvement étudiant et surtout les premières tentatives d'organisation ouvrière, il a infligé un coup sévère au prolétariat de toute la région asiatique et donné un encouragement à toutes les bourgeoisies locales pour suivre son exemple.

Ce n'est pas par hasard que les bourgeoisies occidentales, malgré le vacarme médiatique, ont accepté les répressions dans ces pays comme un mal nécessaire. La sensibilité des bourgeois tourne exclusivement autour de leurs affaires, de leur liberté de commercer et d'investir. C'est parce que les marchés russes ou chinois se sont développés que les bourgeoisies occidentales font des affaires avec Gorbatchev et Deng et que ceux-ci ont osé devenir "réformateurs", et non pas parce qu'il y aurait des affinités politiques, idéologiques ou morales. Pour les bourgeois une concession commerciale ou un investissement profitable vaut bien un massacre. Rien à voir avec les sentiments ou la morale.

* * * *

"Il est temps que les communistes exposent ouvertement à la face du monde leur façon de voir, leurs buts, leurs opinions, et qu'ils opposent à la fable du spectre du communisme, un manifeste du parti lui-même" disent les premières lignes du "Manifeste",

Ces objectifs, ces façons de voir ont été continuellement déformés et trahis dans la longue lutte, théorique et pratique, entre la révolution communiste et la conservation bourgeoise. Mais lorsque réapparaissent des conditions favorables à la lutte révolutionnaire de classe, le communisme ressurgit avec une force encore plus grande. Et ces conditions favorables reviendront: les classes dominantes tremblent à l'idée de la révolution communiste, assure encore le Manifeste. Et toute l'histoire

des luttes des classes démontre que ce n'est pas là une phrase vide, mais la conclusion scientifique de l'analyse de la succession historique des sociétés humaines que seul le matérialisme dialectique est en mesure de réaliser,

Il n'est pas fini le temps où les communistes doivent exposer à la face du monde leurs objectifs. Au spectre du communisme créé par les classes dominantes, s'oppose la formidable force matérielle et théorique de l'avenir de l'espèce humaine. Et cet avenir plonge ses racines dans les antagonismes de classe de la société bourgeoise; il tire la puissance de son inévitable irruption dans l'histoire, du cours dialectiquement déterminé du développement des forces productives. À la fin, ce sera le marché - principe et finalité du capital - qui donnera le coup de grâce au capitalisme. Et ce sera la classe ouvrière, celle qui produit toutes les richesses de la société, qui enterrera le capitalisme et mettra fin à toute la série des sociétés de classes. Les chaînes qui rivent le prolétariat au mode de production capitaliste sont les mêmes qui lient l'humanité aux lois du capital et à sa présence depuis longtemps réactionnaire et anti-historique. En brisant ses chaînes, le prolétariat brisera celles de toute l'humanité, ouvrant l'ère de la vie sociale harmonieuse de l'homme, du communisme.

Au phantasme créé par la peur superstitieuse des classes dominantes, les révolutionnaires opposent le manifeste du parti communiste, le programme du parti qui représente aujourd'hui l'avenir non seulement de la classe ouvrière, mais de toute l'espèce, qui n'est pas un parti de cette société, condamné à disparaître avec elle.

Voilà la grande force de la révolution communiste, du parti communiste, du prolétariat qui a la tâche historique de faire cette révolution, d'ouvrir la voie à la société dans laquelle l'homme ne sera plus esclave de la chose, du marché; c'est la force d'un avenir nécessaire, théoriquement connu par le marxisme.

Dans les époques passées, il y eût un temps où le développement des forces productives conduisait aux bouleversements violents de l'organisation économique, social et politique existant pour donner vie à une organisation économique et sociale supérieure. De même le capitalisme et sa domination du travail mort sur le travail vivant laissera la place, à travers des bouleversements révolutionnaires violents, à une organisation économique et sociale où l'histoire humaine sera celle de la domination du travail vivant sur le travail mort, où la solidarité et la collectivité de l'espèce auront définitivement remplacé la concurrence et la division entre classes, au communisme.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI
LE PROLETAIRE
PROGRAMME COMMUNISTE
IL COMUNISTA

SOUSCRIPTION PERMANENTE
2^{ème} liste 1989

Paris: 500,- / A.B.: 300,- / CH.:
120,- / Yvon: 200,- / Roger: 200,-
lecteurs: 55,- / Total liste:
1375,-

No d'inscription à la commission paritaire de presse. 52926 Directeur-gérant: Dessus
Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de Dessus.
Abonnement au "PROLETAIRE": 50 FF/200 FB/30 FS/2000 LI Abonnement de soutien: 100 FF/400 FB/60 FS/4000 LI "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25 FF/10 FS/140 FB/5000 LI/£3/10 DM/Amérique latine: US \$ 4/ USA et CDN: US \$ 4/3500PTS/ Abonnement: le prix de 4 No. Abonnement de soutien: 200FF 80FS/80 000LI/1000FB/ USA et CDN: US \$ 35/ Amérique latine: US \$ 8/£25/80DM/3500PTS
"IL COMUNISTA", le numéro: 2000LI/10FF/40FB/5FS Abonnement: 18000LI/60FF/240FB/35FS Abonnement de soutien 30 000LI/125FF/500FB/70FS
IMPRIME PAR NOS SOINS

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

PALESTINE VAINCRA?

Cet article sur la Palestine, repris de "Il Comunista" N°6 (février-avril 89) fait suite aux "Points de repère sur la question palestinienne" publiés dans le dernier "Proletaire". Les événements récents des derniers mois ne font que confirmer ce que nous disons dans cet article. Le tapage sur la déclaration d'Arafat à Paris selon laquelle sa Charte est "caduque", souligne que la capitulation de l'OLP face à Israël est totale et que l'Intifada, savamment contenue dans des limites diplomatiquement acceptables, est utilisée par la bourgeoisie palestinienne comme un faire-valoir pour faire reconnaître l'OLP et pour faire admettre la revendication d'un Etat crouillon en Cisjordanie et à Gaza.

La proclamation de l'Etat palestinien lors du dernier CNP d'Alger n'a pas vraiment l'allure d'un coup d'éclat. Elle vient après que le roi Hussein de Jordanie ait abandonné la Cisjordanie à elle-même et après que le secrétaire d'Etat américain James Baker ait fait frissonner le sionisme en déclarant qu'il fallait "abandonner une bonne fois pour toutes la vision irréaliste du Grand Israël". L'OLP avait ainsi reçu en quelque sorte le feu vert de l'impérialisme américain et du parrain jordanien pour sa décision. La Conférence des Etats arabes à Casablanca en mai a confirmé la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Tout cela se réalise sur le dos des masses prolétariennes et opprimées palestiniennes.

Le jour viendra inévitablement où, pour donner un dernier signe d'allégeance Israël, la bourgeoisie palestinienne fera le ménage chez elle en réprimant la révolte des prolétaires que ne pourront éteindre ni les Conférences internationales, ni le confinement dans un mini-Etat soumis au talon de fer de son puissant voisin.

Après 16 mois d'Intifada dans les territoires occupés, le bilan que l'on peut tirer met en évidence un fait apparemment paradoxal: le contraste discordant entre la vivacité de la révolte désespérée des palestiniens -et en premier lieu des prolétaires palestiniens- contre l'occupation militaire israélienne et l'accentuation de la politique capitalarde de l'OLP.

LA REBELLION DES MASSES PROLETARIENNES PALESTINIENNES EST CONTINUELLEMENT TRAHIE PAR UNE BOURGEOISIE VENDUE ET IMPUISSANTE

Selon des nouvelles de source israélienne, reprise par le "Manifesto" (10.3.89), se sont 513 palestiniens qui, à ce jour, ont été assassinés au cours de cette révolte. Mais plus important encore sont celles de décembre 1987, montrant que la courbe des affrontements, et donc celle des morts et blessés -pratiquement tous palestiniens- a décrit une évolution ascendante et sans aucune interruption. Elles indiquent aussi, par conséquence directe, un déploiement croissant de la répression de Tsahal, et une intensification progressive des opérations de ratissage dans les villes et dans les camps palestiniens, une distribution de plomb plus généreuse sur les manifestants, une utilisation massive du couvre-feu pour étrangler économiquement la communauté rebelle, et des représailles de plus en plus pesantes et sans discernement.

L'agonie de Naplouse en est l'exemple. Après plus d'une semaine de couvre-feu, le "Manifesto" (4.3.89) y décrivait la situation en ces termes: "La pénurie de denrées alimentaires va en s'aggravant de jour en jour. Les aliments frais et essentiels comme le lait pour les enfants, les fruits, la viande, disparaissent de la maison. La farine se fait rare. Très grave est le manque de médicaments, pendant que s'affaiblissent les blessés au fond de leur maison. Alors que l'approvisionnement en eau est toujours plus irrégulier, la lumière électrique est coupée et la ville est plongée dans l'obscurité." Naturellement, il ne s'agit pas seulement de Naplouse: les représailles contre les villages (lisez: démolition des maisons, destruction des pylônes électriques, coupure des conduites d'eau) se généralisaient au fur et à mesure que l'Intifada se prolongeait, s'étendait et se généralisait, pourtant sans jamais sortir de la voie de garage du pacifisme et de la résistance passive vers laquelle l'OLP l'a contrainte à avancer. La pratique du couvre-feu dans les villages et les camps rebelles a été utilisée ainsi de manière plus désinvolte par le laboriste Rabin, qui est arrivé à prolonger le couvre-feu jusqu'à 15-20 jours, et dans quelques cas même jusqu'à 40 jours ("Il Manifesto", 4/5.12.88).

La révolte s'étend, croît, se radicalise. C'est certainement une révolte indomptable, entêtée, parce qu'elle est l'expression d'une privation sociale profonde, aiguë, incompressible: la privation de centaines de milliers de prolétaires et semi-prolétaires contraints à vivre dans des conditions inhumaines, assujettis jour après jour à la violence d'une exploitation capitaliste que la discrimination raciale, nationale et religieuse rend encore plus odieuse et intolérable. C'est cet enfer quotidien qui implacablement continue à lancer dans les rues les groupes de jeunes et très jeunes combattants qui défient, armés de pierre, Tsahal.

La rébellion instinctive, élémentaire, inorganisée, des sans-réserve, qui se soulèvent sous la poussée des conditions matérielles de vie intolérables, est une menace virtuelle pour l'ordre établi de toute la région. Qu'elle trouve en fait la possibilité de s'exprimer sur un terrain de classe autonome, et tous les régimes existant de cette zone

courraient un danger immédiat et mortel, étant donné qu'une telle révolte se heurterait partout contre les institutions et les droits bourgeois et contre les rapports d'exploitation que ces institutions et ces droits défendent, en reconnaissant le véritable ennemi de classe au-delà des différents travestissements nationaux sous lesquels il se cache; et ainsi elle tendrait à propager partout son propre feu aux masses déshéritées des diverses nationalités qui, précisément grâce à la diaspora, se trouvent mélangées aux prolétaires palestiniens.

L'Intifada ne s'est pas développée par décret de l'OLP ou par décision de qui que se soit. Elle naît du désespoir de ceux qui ne peuvent plus rien, de ceux qui n'avaient et n'ont désormais plus rien à perdre. Mais ce mouvement de rébellion spontanée a été dirigé, guidé et canalisé par d'autres. Les autres sont en fait ceux qui ont donné à l'Intifada l'objectif politique, à poursuivre à main nue, d'une "patrie palestinienne indépendante". Les autres sont ceux qui lui ont donné une organisation et qui par conséquent ont pu lui dicter les méthodes de lutte à suivre, en les canalisant dans l'ornière de la seule "désobéissance civile", de la protestation pacifique et sans arme.

La lutte armée, y compris la méthode terroriste, soutenue, organisée, propagée, idéalisée pendant des années par les différentes formations de l'OLP comme unique moyen efficace pour s'opposer à la répression militaire et terroriste de l'Etat d'Israël, a été abandonnée définitivement par cette organisation. Cet abandon date dans les faits de la guerre du Liban de 1982, de la cuisante défaite des combattants palestiniens grâce à l'action conjuguée des armées d'Israël et de Syrie, des massacres de Sabra et de Chatila et des nombreux autres camps de réfugiés palestiniens. Le désarmement des combattants a d'autre part contribué à laisser les mains totalement libres à tous les capitalistes de la région, à tous les gouvernements et les Etats intéressés avant tout à briser la résistance armée palestinienne -quoique cette dernière fut surtout de marque bourgeoise quant aux objectifs politiques, mais de force prolétarienne quant à la ténacité et à la dureté. Le principal danger pour tous les Etats de la région, et pas seulement pour Israël, était repré-

senté en fait par la possibilité que les masses prolétariennes et paysannes palestiniennes continuassent leur lutte contre tous les oppresseurs (donc pas seulement contre Israël), en dehors du contrôle de l'OLP en s'auto-organisant et en portant ainsi à l'intérieur de chaque Etat un élément de rupture et d'instabilité particulièrement difficile à contenir.

Le danger de confluence des masses palestiniennes en lutte, et mieux armées, avec les masses prolétariennes libanaises, syriennes, jordanaises -comme cela s'était déjà produit auparavant- a fait se rapprocher dans une alliance de fait les éternels "ennemis", d'abord Israël et l'Egypte, puis Israël et la Syrie. Le "choix" de la voie pacifique et diplomatique de l'OLP a avant tout sanctionné cette alliance contre les masses prolétariennes et paysannes palestiniennes, et par conséquence contre tout le prolétariat de la région.

La révolte "imprévisible" des territoires occupés par Israël a ensuite éclaté. L'habileté de l'OLP, tragique pour les masses palestiniennes a été de l'enfourcher en l'utilisant à ses propres fins boutiquières.

Au contraire de ceux qui chaque jour descendent manifester et se faire massacrer dans les rues, ceux qui ont pris la tête de la révolte avaient et ont encore quelque chose à perdre. Ce sont les managers de la finance et de l'industrie, palestiniens eux aussi, mais confortablement assis sur leurs trônes dorés, dispersés un peu partout dans la région, des Emirats du Golfe à l'Egypte, de la Jordanie à l'Arabie Saoudite; mais aussi les représentants du grand et du petit commerce, les "notables", les religieux, les intellectuels, les avocats, les journalistes, en un mot les représentants de la bourgeoisie palestinienne dans toutes ses nuances: en fait, ce sont les représentants de cette classe, qui, affichant plutôt une barbe khomeiniste qu'un Rolex au poignet, guident la danse du Conseil National Palestinien, comme de naturel et comme cela se produit dans tous les parlements démocratiques de ce monde.

Le David palestinien, qui lutte à mains nues contre les chères armes et mitraillettes du Goliath-Tsahal, n'a pas le choix de jouer ce rôle émouvant à l'usage des bourgeoisies progressistes d'Occident et de leur bon coeur. Ces mains sont vides pour la simple raison que la direction bourgeoise et nationaliste de l'Intifada -c'est-à-dire l'OLP- les a délibérément privés des armes que l'affrontement avec l'armée israélienne, exigeait.

C'est grâce à cette tactique ultra-pacifique que l'Intifada s'est transformée en un interminable martyrologue prolétarien. C'est grâce à elle que le potentiel répressif peut asséner impunément tous les coups qu'il estime opportun de porter aux villages et aux camps. Et c'est toujours grâce à elle que la révolte a entraîné une véritable hémorragie économique pour le prolétariat palestinien. Ce qui relève avec franchise les mêmes bourgeois de notre zone, ainsi qu'on peut le lire sur le "Corriere della Sera" du 27.2.89.: l'Intifada "coûte surtout à la population arabe de Cisjordanie et de Gaza. Une dépense qui ne sera jamais évaluée entièrement. Depuis 15 mois, sur cette question, le niveau de vie s'est écroulé souvent à la pure subsistance. En particulier dans les camps de réfugiés de Gaza la pauvreté de hier semble aujourd'hui un paradis perdu...". On dit que les salaires ont été en moyenne diminués de 60 % respectivement à novembre 1987...". Le 31 juillet dernier, quand le roi Hussein décidait de couper les liens avec la Cisjordanie, le dinar perdait la moitié de sa valeur (...). Un grave dommage pour les travailleurs palestiniens depuis toujours habitués à changer immédiatement les shekels israéliens et à énoncer en dinars". En outre: "Les dirigeants palestiniens ont demandé à leurs gens de mettre en pratique la désobéissance civile généralisée: démissions en masse des employés publiques de l'administration militaire, refus de payer les taxes, blocage des travailleurs qui chaque

"jour traversent la "ligne verte" pour se rendre dans les établissements israéliens".

L'Etat hébraïque s'est défendu par l'automatisation et le recrutement de prolétaires du Sud-Liban, et a réussi à contenir les dégâts. Ces dégâts il n'aurait pu les limiter avec autant de facilité, si la révolte s'était étendue aux masses pauvres de toute l'aire (Sud-Liban inclus), comme cela aurait été inévitable si la rébellion des prolétaires palestiniens des territoires occupés n'était pas comprimée dans la camisole de force d'une lutte purement pacifique et nationale, et donc purement anti-Israélienne. Israël aurait-il pu s'en tirer à si bon compte, si les actions armées des masses palestiniennes insurgées avaient rendues difficile à Israël d'importer la main-d'oeuvre du Sud-Liban et mêmes aux prolétaires israéliens le fait de se rendre au travail? Et d'insister sur de telles actions n'aurait-il pas dans le même temps servit de levier pour rompre le front de classe en Israël? Et enfin, les dirigeants de Tel-Aviv auraient-ils pu procéder rapidement à l'automatisation de l'appareil productif si celui-ci eût été victime du sabotage?

Mais c'était justement ce type de développement de la lutte que craignaient aussi comme la peste les dirigeants de l'OLP. Et c'est précisément contre cette possibilité de développement classiste et révolutionnaire que l'OLP a mobilisé ses hommes, son idéologie, son prestige et son organisation, en canalisant la révolte sur un chemin complètement opposé: celui du front national interclassiste, celui de la protestation pacifique et désarmée, impuissante contre l'occupation militaire israélienne.

Emprisonner l'Intifada dans le cadre étroit d'une lutte purement "nationale", voire provinciale, la priver de toute possibilité d'asséner de sérieux coups à Israël en l'entraînant dans une tactique absolument inoffensive, ce sont les deux piliers de la politique poursuivie par la bourgeoisie palestinienne face à la montée de la colère des sans-réserve dans les territoires occupés. Et c'est malheureusement une politique qui a eut finalement un succès total, alors qu'il manquait aux masses pauvres palestiniennes la possibilité matérielle de s'opposer, alors qu'il leur manquait la force d'un parti physiquement présent et influent, qui assume les tâches de direction de la révolte vers la rupture du front interclassiste, et qu'il leur manquait aussi la force du mouvement ouvrier international - sur lequel elle auraient pu s'appuyer pour s'opposer à la dérive nationaliste.

En fait, l'absence d'un mouvement prolétarien décisif et tendanciellement indépendant dans les métropoles impérialistes, a facilité soit l'opération de colonisation et de répression d'Israël sur toute la Palestine, soit la strangulation de l'indomptable lutte de la population prolétarienne et déshéritée palestinienne sous le sceau aveugle des compromis entre bourgeois. Les conditions de la lutte des prolétaires palestiniens, (et sud-africains, érythréens, kurdes ou sahariens) dépendent -outre des antagonismes sociaux et de classe qui se développent inévitablement avec le développement du capitalisme dans leur aire- des rapports entre les puissances impérialistes et leur bourgeoisie respective. Plus les puissances impérialistes ont les mains libres vis-à-vis de leur "propre" prolétariat, plus forte est l'oppression dans les conflits des pays plus faibles et plus violente est la répression des bourgeoisies nationales et locales des pays non-avancés sur "leur" masse prolétarienne et paysanne. Voilà pourquoi le premier devoir des communistes conséquents dans les pays avancés est de dénoncer et lutter contre la bourgeoisie de son "propre pays", en montrant au prolétariat des métropoles impérialistes qu'il ne pourra jamais se libérer du joug bourgeois et se solidariser avec ses frères de classe quotidiennement massacrés dans les pays de la maudite périphérie de l'impérialisme, s'il ne descend pas résolument sur le terrain de la lutte indé-

pendante de classe contre ses propres patrons, ses propres capitalistes, en engageant la bourgeoisie sur le terrain de la lutte directe et dans le profond mépris des frontières nationales!

En outre, les communistes révolutionnaires, aussi faibles soient-ils aujourd'hui, aussi loins soient-ils aujourd'hui de représenter un Parti influent sur le cours des événements l'as et ici, ont la tâche de dévoiler la signification contre-révolutionnaire de la politique suivie par les diverses fractions du nationalisme palestinien et de les dénoncer pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font.

**LA "PATRIE PALESTINIENNE":
MONNAIE D'ECHANGE ENTRE
CAMELOTS LIÉS A LA MEME
FONCTION ANTI-PROLETARIENNE**

L'OLP a agit et agit comme agence de la contre-révolution avant tout par le fait de représenter une bourgeoisie nationale vendue aux jeux des puissances impérialistes et, de cas en cas, à celui-ci ou à celui-là des Etats arabes de la région. Le même objectif d'une "patrie indépendante" est devenu une monnaie d'échange entre bourgeoisie en perdant ainsi tout caractère radical et "anti-impérialiste".

Dans un Moyen-Orient au capitalisme déjà réalisé, un objectif de ce genre ne revêt plus, d'autre part, dans sa signification historique un caractère révolutionnaire, même seulement bourgeois. Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires modernes, sans réserve et sans patrie à la fois, s'est accompli à cheval entre le second conflit mondial en parallèle avec la rupture des rapports archaïques dont était entravé le fellah égyptien comme le paysan syrien- et la fin des années 60 grâce surtout à la violente pression de l'impérialisme occidental dont Israël a été le fer de lance et, du point de vue économique et social, un facteur progressiste de première importance.

Comme terme de ce processus long et tourmenté nous pouvons fixer la date de 1970, en lui attribuant pour l'aire géo-historique considérée, la même signification que la date de 1870 fut pour le prolétariat de l'aire européenne occidentale : comme face à l'insurrection du prolétariat parisien, prussien et versaillais agissent d'un commun accord pour la briser, ainsi face au ferment subversif des masses exploitées jordano-palestiniennes, toutes les bourgeoisies et les pouvoirs réactionnaires de la région se sont confédérés entre eux dans un unique front antiproletarien. Le massacre de Septembre Noir sera en fait le résultat de la collaboration opérée entre le gouvernement de Amman, l'OLP et le gouvernement de Tel-Aviv; collaboration qui se répètera dans le massacre de Tall-el-Zattar en 1976 et à Beyrouth, dans la guerre du Liban en 1982, voyant cette fois l'intervention directe de la Syrie à la place de la Jordanie.

Le nationalisme démocratique palestinien pouvait avoir une signification progressiste, seulement avant 1970. Seulement, jusqu'alors la lutte palestinienne pour un Etat indépendant en terre de Palestine aurait pu représenter un stimulant national-révolutionnaire d'un mouvement plus général qui remettrait en discussion tout l'ordre imposé artificiellement par l'impérialisme à la fin de la seconde guerre mondiale. Ce bouleversement aurait mis en mouvement les contradictions de classe que le même développement capitaliste dans la région avait déjà accumulé et que l'implantation d'un Etat capitaliste développé, comme Israël, concentrerait sur le terrain spécifique de la lutte entre classe prolétarienne et classes bourgeoises. L'histoire entrelace ainsi plus solidement le cours de la lutte sociale du prolétariat en tant que classe distincte de toutes les autres, et le cours des mouvements, radicaux ou non, des classes et demi-classes bourgeoises.

Mais le développement a été beaucoup moins favorable au prolétariat et à nous communistes. La "décolonisation" de la part des puissances européennes -comme

c'est arrivé dans d'autres parties du monde où existaient les colonies - a laissé en héritage aux populations indigènes un gigantesque enchevêtrement de contradictions, d'antagonismes ethniques, religieux et tribaux à ces nations. Arriérées historiquement du point de vue du développement économique, ces populations furent impréparées à donner à ces contradictions une "solution" stable, toujours du point de vue bourgeois. En Egypte et en Algérie seulement s'exprimeront des classes bourgeoises suffisamment fortes pour s'imposer avec une caractérisation nationale indépendante et avec la force d'imposer leur Etat, assumant pour cela un rôle et un poids politique à l'intérieur des pays arabes. C'est seulement un pays, Israël, imposé de l'extérieur comme Etat-colon et s'imposant dans le territoire de la Palestine, avec une force liée à sa grande puissance économique, technique, industrielle, militaire et donc politique et avec une caractérisation nationale fortement imprégnée du confessionnalisme sioniste, qui représentait dans toute l'aire le pays le plus développé de tous sur le plan capitaliste, industriel plan capitaliste, industriel comme agricole.

L'histoire a ainsi tourne une page dans ce Moyen-Orient très tourmenté, dépendant dans tout et pour tout des pays impérialistes, mais d'une manière tragiquement lente, fatigante, inconsciente, génératrice des bourgeoisies flasques et asphixiantes qui vivent entre des frontières artificielles et à l'ombre de la politique de celle-ci ou celle-là des grandes puissances impérialistes; génératrices de formes bourgeoises en partie illégitimes où on peut encore y lire les signes des compromis avec les vieilleries féodales et franchement tribales; génératrice de véritables tondeuses de coupons grâce à une richesse - le pétrole - qui n'est pas le fruit de procès de production et de transformation de la fabrique capitaliste moderne, mais qui jaillit d'une terre jamais travaillée, jamais cultivée, sinon par des paysans en quête de survivre d'une manière ou d'une autre, et qui un jour devra engloutir ces classes bourgeoises absolument inutiles et parasitaires.

Des circonstances historiques variées, parmi lesquelles la faiblesse et la lâcheté des bourgeoisies locales et surtout l'insistance de la pression impérialiste sur cette aire vitale pour l'approvisionnement en pétrole (en outre stratégiquement importante), ont contribué à déterminer ce type de développement et ont ainsi fait de la nation palestinienne une nation foutue (2).

Pour une nation donnée, il n'y a plus rien à faire, une fois que les moments critiques de l'histoire sont passés, ce sont les phases éruptives de la transformation du vieux monde féodal en monde moderne, bourgeois. La bourgeoisie palestinienne n'a pas pu inscrire sa propre revendication nationale dans l'arc des forces se tendant dans ce mouvement. Cette flèche, l'arc de l'histoire ne la lancera jamais plus. Palestine ne vaincra pas.

La bourgeoisie palestinienne le sait parfaitement. Et son glissement même dans le marais d'une modération toujours plus nauséabonde est un indice de cette conscience, qui est aussi le reflet dans la tête des hommes d'un fait matériel, celui de l'épuisement de la poussée propulsive qui anime le national révolutionnarisme des jeunes bourgeoisies, et celui de la pression physique des forces productives dont le développement est bloqué autant par le vampirisme impérialiste que par le collet du vieux monde féodal. Cette poussée a donc cessé au moment où la coque de l'archaïsme pré-capitaliste a été brisée et où les nouvelles forces se sont libérées, en se répartissant sur une carte géographique caractérisée par la poussée vers une unification du marché arabe dans les limites d'un seul Etat, qui devra se replier sur une fragmentation nationale systématique, sous la dictée des principales puissances

impérialistes. Elle a cessé même si, entre les diverses bourgeoisies arabes, une -la palestinienne- est restée privée d'un territoire national et d'un appareil d'Etat propre. La tension nationale a touché d'autant moins la bourgeoisie palestinienne que, même privée d'un territoire adéquat, elle se trouve parfaitement intégrée dans le mécanisme d'exploitation capitaliste qui, à l'échelle de l'ensemble de la région moyen-orientale, loin d'attendre de voir le jour, existe déjà et fonctionne à plein régime.

De là l'infinie série de négociations avec "l'ennemi" israélien et avec les grandes puissances impérialistes, que l'OLP tissera pendant vingt ans; de là ses roulades sans vergogne dans la boue de la diplomatie; de là son passage de compromis en compromis jusqu'à solder l'objectif de la reconquête intégrale de la terre de Palestine. Dans cette trajectoire il y a un message que les exploités et les masses pauvres palestiniennes devront avant ou après déchiffrer : c'est que la révolution bourgeoise a déjà été faite et que la bourgeoisie palestinienne n'a pas devant elle des murailles à abattre pour pouvoir finalement extorquer la plus-value, mais seulement des masses de travailleurs libres à qui on tond la peau quotidiennement et dans tous les coins du Moyen-Orient. C'est que pour pouvoir exploiter les prolétaires -palestiniens ou non- qui circulent entre Amman et Le Caire, entre Ryad et Damas comme entre Beyrouth et Bagdad, elle a besoin du consentement des classes dominantes locales, qui sont établies dans ces capitales, alors qu'elle aurait tout intérêt à les exploiter vraiment pour soi dans un territoire bien défini. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit disposée, pour arriver à ce résultat, à perturber les fragiles et précaires équilibres sur lesquels repose l'ordre établi de la région et sur lequel s'appuie par conséquent son méprisable affairisme et son ratissage des profits.

**OLP : ORGANISATION AU SERVICE
DE LA NORMALISATION DE LA
REGION DU MOYEN-ORIENT**

Mais le revers de la médaille de la trajectoire capitulaire de l'OLP est qu'aujourd'hui le Moyen-Orient s'embrace, s'embrace par l'explosion des contradictions déchirantes qui sont typiques du monde moderne, bourgeois, et qui restent pareilles même quand elles sont avivées - comme il reste cela arrive de façon croissante même dans les citadelles impérialistes- par la superposition et l'enchevêtrement de l'esclavage du travail salarié avec l'oppression raciale, nationale ou religieuse.

Si les choses sont ainsi, pour quoi hisser encore le drapeau de la "patrie palestinienne" si mutilée dans sa réalité territoriale mais toujours sorti de l'alambic diplomatique de l'OLP? Le sens d'avancer aujourd'hui une telle revendication ne peut être qu'unique : celui d'éteindre le feu d'une rébellion prolétarienne qui couve en permanence sous les cendres, en la neutralisant, en en altérant les causes sociales et les connotations de classe originelles, aussi confuses puissent-elles être, et en la déviant sur un terrain marécageux -celui, précisément, du bloc national inter-classiste de la résistance anti-israélienne- aux fins exclusives du maintien de cet ordre établi régional dont la bourgeoisie palestinienne est partie intégrante.

Si cela constitue la stratégie dans laquelle se résume la ligne générale de l'OLP, les solutions tactiques particulières dans les différentes situations, seront différentes.

Lorsqu'il s'agit de prévenir la colère des sans-réserves palestiniens, l'extrémisme nationaliste se porte encore bien. Agiter avec un grand étalage de rhétorique le mot d'ordre de "destruction de l'Etat d'Israël" - qui est l'unique revendication qui coïnciderait avec la formation d'un Etat palestinien indépendant digne de ce nom- ne coûte rien quand les prolétaires, amassés dans les camps de réfugiés et dans les villages sous les

canons de Tel-Aviv plutôt que de Damas ou d'Amman, se laissent peler le dos par leurs divers patrons sans pouvoir réagir. Dans de telles circonstances, l'extrémisme nationaliste peut au contraire bien mieux fonctionner comme ressource propagandiste, puisque les masses pauvres peuvent être facilement endormies avec une fable, avec un mirage, avec un rêve encore en mesure de les anesthésier face aux tourments de leur vie quotidienne.

Mais quand ces masses relèvent la tête et entrent en mouvement il est nécessaire, tout en se maintenant sur le terrain de la démagogie, de faire correspondre aux attentes, que les deshérités ont placées dans le nationalisme, des résultats concrets d'objectifs dont l'obtention rentre dans leur horizon visible, si misérables qu'ils puissent être.

D'autre part, le même bouillonnement des masses déshéritées, si opportunément contrôlées et disciplinées; offre à la bourgeoisie palestinienne une occasion à ne pas perdre. Certainement pas celle de prendre en marche le train de l'histoire, qu'elle a raté pour toujours, mais celle de se retailler un rôle moins marginal dans le concert de la bourgeoisie de la région, et de gagner, tout en renonçant à ses ambitions d'origines pour se contenter d'un Etat-croupion, la possibilité d'accéder à une quote plus grande du partage de la plus-value totale produite au Moyen-Orient.

De là le paradoxe apparent d'une lutte palestinienne qui s'étend et s'étend et d'une OLP qui, en reflet, baisse toujours plus le pantalon. C'est un paradoxe apparent parce que ces pantalons, l'OLP les avait dans la substance baissés depuis longtemps, et si elle n'avait pas encore formellement et clairement mis de côté la perspective de la destruction d'Israël, c'est seulement parce que les circonstances de relative stabilité des masses palestiniennes exploitées lui permettait de faire étalage d'un capitalisme d'opérette.

Mais la substance de la ligne politique de l'OLP était déjà par sa constitution capitulaire respectivement aux objectifs de libération nationale qui auraient dû en constituer sa raison d'être (3). A partir de "Septembre Noir" de 1970, le mythe guérillero de l'OLP commence à se désagréger et l'organisation déplace toujours plus le centre de gravité de l'action armée aux jeux diplomatiques, prenant de plus en plus cette physionomie modérée et respectueuse de l'ordre impérialiste que selon la norme les jeunes bourgeoisies prennent après la conquête du pouvoir (4). Mais c'est maintenant que le spectre de l'insurrection prolétarienne circulant entre Gaza et la West Bank a finalement fait tomber aussi les derniers voiles "révolutionnaires" et romantiques dont ce nationalisme historiquement épuisé et hors-jeu se couvre encore.

Le grand mérite de l'Intifada a donc été, au moins, celui d'accélérer le dit "virage modéré" de Arafat & Cie., solennellement sanctionné par la "Déclaration d'indépendance" approuvée en Algérie le 15 novembre 1988 par le Conseil National Palestinien.

Il est intéressant de relever le fait que ce soit le bourreau d'Amman de 1970, Hussein de Jordanie, qui ait forcé la main d'Arafat et qui a de fait contraint l'OLP à anticiper le temps de la proclamation de l'Etat indépendant, en renonçant officiellement à l'administration des territoires occupés, qui ont été ainsi gracieusement remis à la "souveraineté" palestinienne.

"Personne ne le dit ouvertement, mais "le risque d'un "dépassement des limites" de l'Intifada, est bien présent dans les chambres du pouvoir d'Amman" admettait le "Corriere della Sera" du 25.01.1989. Mais que signifie "dépassement des limites" de l'Intifada en-dehors des territoires contrôlés par Israël, sinon un déraillement de ce mouvement du terrain de la lutte nationale au terrain de la lutte de classe ? C'est bien cela, la préoccupation qui perturbe les nuits de toutes les bourgeoisies locales et à plus forte raison

(Suite en page 8)

PALESTINE VAINCRA?

(Suite de la page 7)

de celles qui concentrent dans leurs frontières des masses considérables de prolétaires palestiniens, comme c'est le cas de la Jordanie qui voit planer sur elle la menace et le danger d'une nouvelle rejonction - dans une situation du reste bien plus explosive qu'en 1970 - des masses exploitées jordano-palestiniennes dans une unique bataille de classe.

C'est pour éloigner ce spectre que Hussein s'est hâté de séparer le sort de la Cisjordanie occupée de celui de "son" Etat, s'occupant dans le même temps à renforcer les structures centrales du pouvoir et à en augmenter le bras armé.

C'est pour disperser cette menace qu'Arafat a relancé le nationalisme palestinien indiquant aux masses pauvres l'unique perspective visible qu'il puisse leur offrir comme "solution" de tous leurs maux : le mini-Etat, l'Etat-ghetto, ou, si l'on préfère, le Bantoustan de Cisjordanie et de Gaza.

C'est cette "solution" qui, en fait, a été consacrée au Conseil palestinien d'Algérie : renonciation explicite à la destruction de "l'entité sioniste" telle qu'elle était définie auparavant, solution politique à la question palestinienne dont le sort serait remis à un arbitrage international entre les mains des brigands impérialistes, désigné comme "Conférence internationale de paix", proclamation de l'Etat palestinien indépendant dans les territoires occupés. Voilà en résumé la nouveauté d'Algérie.

Inutile de dire que l'OLP a su retrouver l'unité sur ce terrain de la capitulation finale : la majorité écrasante obtenue par Arafat en Algérie n'est rien d'autre que le signal de la réapparition des diverses fractions bourgeoises représentées dans l'OLP sur le terrain du "réalisme politique", ou bien de la connivence pacifique avec "l'ennemi" israélien. Hawatmeh, leader du soi-disant marxiste-léniniste FDPLP a été "tout d'accord" avec Arafat. L'unique à s'être opposé a été le chef du FPLP, George Habache, avec quelques groupes de religieux fondamentalistes, comme la Jihad islamique et la Hamas. Mais l'opposition du FPLP a été une opposition "constructive et non de rupture" ("Corriere della Sera", 15.11.1988). Cela signifie que la dissension est purement tactique et non de principe, c'est-à-dire qu'elle porte sur le mode et le moment de la reconnaissance d'Israël, et non sur la reconnaissance de son "droit à exister" comme tel. A tel point que "Habache" plus d'une fois a crié à Arafat : "si tu me jures que ce sera une Conférence internationale de paix, basée sur la 242" (la résolution de l'ONU qui sanctionne le droit d'Israël à exister dans des frontières sûres, NDLR). Autrement, non" (ibid). En réalité, si l'on excepte le paragraphe sur la reconnaissance formelle de l'Etat d'Israël, sur la déclaration d'indépendance comme telle (et donc sur "l'émancipation nationale", style Bantoustan), en Algérie, l'unanimité a été complète.

Toutes les fractions de la bourgeoisie palestinienne se sont en somme trouvées d'accord pour désigner aux masses palestiniennes deshéritées le mini-Etat comme l'objectif à rejoindre, en agitant l'illusion, qu'ils puissent trouver leur émancipation finale dans les frontières de cette galère. Ce qui est ensuite le mensonge le plus révoltant : parce que non seulement l'Etat national indépendant, mais aucun Etat national indépendant ne pourra jamais être une structure de leur émancipation en tant qu'exploités, au contraire il sera toujours un instrument d'asservissement du travail salarié. Mais aussi parce que ce type même d'Etat, l'Etat-ghetto, ne pourra précisément soulager ni la misère de leurs conditions économiques de vie, ni le poids de la répression, dont ils seront écrasés comme avant, sinon

pire, s'ils osent se rebeller.

Comment pourrait-on assurer des conditions matérielles d'existence moins infâmes pour les prolétaires renfermés dans ses frontières d'un Etat-dortoir privé d'un arrière-pays agricole et industriel et absolument dépendant de l'extérieur pour sa propre subsistance ?

En outre, dans le cas où le mécontentement des sans-réserve de l'éventuel futur "Etat palestinien indépendant" devait rompre les digues de l'idéologie démocratique et nationaliste et de ses appareils, la répression de la bourgeoisie palestinienne dans les conflits avec "ses" prolétaires sera certainement aussi dure et impitoyable que celle qu'ils subissent aujourd'hui de la part de l'Etat d'Israël. En fait, Israël a déjà démontré à la "Communauté internationale" savoir manier le bâton pour contrôler efficacement les déshérités des camps de réfugiés et des villages. L'OLP non ! Elle devra encore démontrer au monde bourgeois qu'elle est à la hauteur de son rôle.

Pourtant dans toutes les phrases du texte de la "déclaration d'indépendance", dictées pour la circonstance par un poète, celle d'une "émancipation" non seulement possible mais directement assurée, est l'illusion qui circule et que l'on s'obstine à faire circuler dans les masses pauvres.

Quel arabe de rang noble, raffiné et littéraire ne parle pas en fait de "liberté de culte, de pensée, de foi politique" ou du "principe d'égalité entre les hommes et les femmes", n'a pas l'effronterie de tisser, en filigranes dorés, de délicates broderies pour la "justice sociale", dont le nouvel Etat indépendant devra s'inspirer. Arafat, toujours, a promis de la tribune que "l'Etat sera contre chaque discrimination sociale"...

Admettons que l'assemblée des grandes puissances impérialistes réussissent à convaincre Israël de composer avec l'OLP, renonçant aux territoires qu'il a occupés militairement; admettons qu'Israël consente aux palestiniens de constituer un Etat dans un territoire qui graviterait exclusivement sur Israël - économiquement et politiquement - et qui pour cela surtout en Israël aviverait les inévitables tensions d'une population qui continuerait à vivre dans l'oppression, ne fût-elle plus quotidiennement militaire; admettons que dans le mouchoir de terre qu'est la Cisjordanie, les palestiniens puissent dans un jour proche agiter leur drapeau national sans être mitraillés, se sentant finalement "chez eux"; admettons tout cela, que peuvent attendre effectivement les palestiniens des territoires occupés et les palestiniens des camps de réfugiés du Liban et de la Jordanie, de cet "Etat indépendant" déclaré avec tant de solennité par l'OLP et déjà "reconnu" par de nombreux pays ?

Cet "Etat" sera un camp de concentration, peut-être bien "autogéré" par les notables palestiniens, dans lequel les prolétaires, après la première et fugace sensation de paix et de liberté devront se rendre compte d'être constamment dans la ligne de mire; dans lequel la liberté d'agir, de s'organiser, de se réunir, de faire la fête, d'écrire, de lire, de parler sera conditionnée par la dépendance totale pour la propre subsistance du poste de travail en Israël; dans lequel les prolétaires ne trouveront que la confirmation de leur condition historique d'oppressés par le capital et par ses lois et ne pourront s'affranchir de leur condition de classe subordonnées qu'en s'organisant en tant que prolétaires qui se reconnaissent comme antagonistes à chaque exigence, intérêt, objectif, lois du capital et des classes qui le défendent. Alors la galère bourgeoise, le camp de concentration national apparaîtront clairement dans leur réalité: quelque chose à détruire

re dans ses fondements pour instaurer une société à la mesure exprimait à propos de la Pologne: dans les limites étroites des frontières nationales mais dans toute l'aire moyen-orientale. Et qu'une lutte tenace, organisée, politiquement orientée vers les intérêts et les objectifs de classe, dirigée par les forces prolétariennes influencées elles-mêmes de manière déterminante par le parti du communisme révolutionnaire, qu'une guerre de classe abattra l'ennemi bourgeois encore dominant aujourd'hui.

(1) Toujours dans une brève note rapportée par le "Corriere della Sera" (12.3.1989), on peut lire qu'en 1988 la révolte palestinienne a pesé sur le bilan de l'Etat hébreu pour 666 millions de dollars, et que la croissance économique s'est conclue à 1 pour cent en comparaison au 5 pour cent de 1987.

exprimait à propos de la Pologne: "Plus je réfléchis à l'histoire, plus il est clair que les polonais sont une nation foutue, qu'on peut employer comme instrument seulement jusqu'à ce que la Russie même ne soit entraînée dans une révolution agraire. A partir de ce moment la Pologne n'a plus aucune raison d'être". Ceci non pas pour dire à propos de la Palestine, que le mouvement national palestinien aurait été, en son temps,

(2) Nous disons que la Palestine est une nation "foutue" dans le même sens que Engels qui dans une lettre à Marx du 23.05.1851,

insignifiant du point de vue du cours historique général, mais au contraire, pour dire que même l'extraordinaire importance de l'aire en question pour les grandes puissances impérialistes a provoqué la neutralisation et la castration du nationalisme palestinien entre 1948 et 1967 par l'opération de la Sainte Alliance du capital mondial.

(3) Le caractère capitulaire depuis le début de l'OLP est démontré - entre autres - par le fait que dans sa Charte constitutive déjà, l'organisation affirmait comme point fondamental la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats arabes. Et cela que signifie-t-il, sinon la renonciation à se porter sur le terrain de la révolution bourgeoise radicale ? Sinon l'acceptation du fédéralisme et de la transformation sociale "par en haut" des flasques régimes semi-féodaux en régime bourgeois moderne ?

(4) Le "scandale" de la découverte journalistique de l'étroite collaboration existant entre l'OLP et les services secrets américains ne nous intéresse pas tellement, quant une telle collaboration a débuté en 1970. C'est une nouvelle preuve du fait que l'OLP a conquis ses galons de sergent de la contre-révolution anti-prolétarienne dans le massacre d'Amman. Depuis elle est devenue pour l'impérialisme et pour ses services un interlocuteur de confiance, même si pour un certain temps ce fut une confiance secrète.

ALGERIE: LE P.A.G.S., L'ARBIN DU CAPITALISME

Abdelhamid Benzine, dirigeant du P.A.G.S. (autrefois: Parti "communiste" algérien), a donné une interview à la "Tribune d'Octobre" (No7, mai 89), dans laquelle il déclare que "la situation en Algérie appelle un rassemblement de toutes les forces vives autour d'objectifs communs, fussent-ils transitoires. L'ennemi, c'est le fanatisme aveugle et l'extrémisme, c'est la manie de vouloir imposer une solution unique."

Que le P.A.G.S., champion de la collaboration de classes, soit ennemi de "l'extrémisme" n'étonnera personne; et que l'expression "rassemblement de toutes les forces vives autour d'objectifs communs" signifie lorsqu'on laisse de côté les termes hypocrites et nébuleux: union entre les classes pour défendre les intérêts bourgeois, c'est ce que tout l'interview démontre.

Benzine s'efforce longuement d'y démontrer que le P.A.G.S. n'est pas opposé à l'idéologie nationale bourgeoise, et en particulier à l'idéologie religieuse:

"S'agissant de la religion, je crois fermement qu'aucun parti socialiste, patriotique ou communiste (pour lui, c'est la même chose -NDR) arabe, n'a un jour pris des positions contre l'Islam, ou contre toute religion monothéiste. L'impérialisme, le racisme...voilà le mal. En aucune manière ce ne peut être la religion". Ce Monsieur a-t-il jamais entendu dire qu'un certain Karl Marx avait écrit que "la religion est l'opium du peuple" ?

Notre dirigeant du "Parti de l'Avant-garde Socialiste" (sic!) continue sur le même registre: "Nous nous considérons comme les enfants d'une nation arabe, musulmane dotée d'une culture populaire et à ce titre, nous sommes les premiers à défendre l'arabité et l'Islam...". Tant que la religion sera pour Dieu et la patrie pour Tous (!), nul n'aura le droit d'user de la foi des gens à des fins politiques, comme le font certaines tendances chez nous. Il appartient à Dieu seul de juger les intentions des gens (...). Les accusations selon lesquelles le parti communiste serait athée sont sans fondement", etc., etc., Et à une question humoristique du journal: "songez-vous à construire des mosquées pour les musulmans marxistes?", notre dévôt "communiste" répond sérieusement: "cette idée ne nous a pas encore effleuré. Nous faisons la prière dans les maisons de Dieu que sont les mosquées"!

La capitulation du P.A.G.S. devant le bon Dieu et l'idéologie religieuse n'est que la conséquence de sa capitulation devant la bourgeoisie et le Dieu capital. De la même façon qu'il y a

selon le P.A.G.S. un "Islam des riches" et un "Islam des pauvres", un bon côté et un mauvais côté de la religion, il y a un bon côté et un mauvais côté de la bourgeoisie et du capitalisme.

Le bon côté, c'est le capitalisme d'Etat, le mauvais c'est le capitalisme privé. En effet: "Nous estimons qu'il est possible de soutenir le capitalisme d'Etat et de consolider les organisations de masse car cela prépare l'avènement du socialisme (...). C'est ce qui nous pousse à mobiliser la classe ouvrière et à l'amener à donner un contenu progressiste à nombre de secteurs productifs pour la consolidation du capitalisme d'Etat et la création de syndicats capables de prémunir le travailleur contre ce qui pourrait découler d'une gestion, somme toute (sic!), capitaliste."

Canaille ! Comment croire qu'il soit possible de prémunir le travailleur contre une "gestion capitaliste" ? Cela signifie-t-il qu'il pourrait y avoir une gestion non capitaliste dans le cadre d'un Etat bourgeois ? Tous en le "mobilisant" en soutien de ce capitalisme d'Etat ?

Il est indéniable que le capitalisme "prépare" le socialisme, mais à condition que la classe ouvrière dans une lutte anti-capitaliste quotidienne se prépare à le renverser et à le détruire. Le P.A.G.S., lui ne prépare que l'éternelle soumission de la classe ouvrière au capitalisme. C'est si vrai, qu'après avoir appelé au boycott des premières élections, quand l'émotion populaire était encore forte, il a ensuite appelé à voter pour la constitution et il soutient aujourd'hui le gouvernement de Merbah, dont l'objectif est pourtant de favoriser le capitalisme privé aux dépens de ce capitalisme d'Etat tant admiré: "Nous avons soutenu par le passé les orientations du gouvernement de Ben Bella ou du gouvernement de Boumédiène, pourquoi refuserions-nous de le faire pour le gouvernement Kasli Merbah ? L'objectif n'est-il par le même: la construction de l'économie nationale? (...). Nous ne ménageons aucun effort pour assurer la réussite du programme d'urgence (programme du gouvernement-NDLR), car nous mesurons l'ampleur des difficultés que l'économie nationale doit affronter cette année".

La bourgeoisie algérienne peut être satisfaite; pour lui éviter des difficultés, le P.A.G.S. ne ménagera aucun effort, c'est-à-dire, redoublera la seule activité qu'il connaisse, en dehors de la prière, celle de la collaboration de classe, de la soumission des intérêts prolétariens aux intérêts privés ou d'Etat, mais toujours du capitalisme national !

LES SANGLANTES CONVULSIONS DU CAPITALISME CHINOIS

(Suite de la page 1)

lectivisation dans les campagnes qui à partir de 1980 a affecté plus de 800 millions de paysans. Après la révolution de 1949, la terre avait été partagée entre les paysans. Devant la faiblesse des résultats économiques, elle avait été collectivisée dans les années 56-58 en communes populaires (époque dite du "Grand bon en avant"). Le résultat fut désastreux: pendant les "3 années noires" 1959, 1960, 1961 qui suivirent les famines firent peut-être 15 millions de morts. La situation fut rétablie par la politique des "4 transformations" (mécanisation, électrification, irrigation, fertilisation) et la décentralisation. Au moment de la Révolution culturelle ont assista à un retour du balancier en faveur des communes populaires.

Aujourd'hui ce symbole du "socialisme" chinois a disparu sans bruit. Et la collectivisation a été un succès qui a dépassé les espérances de ses promoteurs. Des bonnes récoltes agricoles ont été à l'origine de fortes hausses de la production industrielle. La réussite des réformes à la campagne a encouragé les réformes dans l'industrie qui ont porté sur la décentralisation, l'autonomie accrue des entreprises, une ouverture réelle au capital étranger. Un symbole de ces réformes a été la restitution en janvier 1979 aux "anciens capitalistes" de leurs biens confisqués en 1956, avec intérêts accumulés et arriérés de salaires (2). A part la période de la révolution culturelle, ces anciens capitalistes expulsés avaient en fait continué à assumer des tâches de direction de leurs ex-entreprises, en tant que cadres salariés: preuve que, juridiquement, la propriété de ces entreprises avait changé lors de leur nationalisation, mais qu'elles n'avaient pas changé de nature; elles n'étaient pas devenues "socialistes", pas plus que l'économie dans son ensemble. Pour qu'elles changent de propriétaires, un décret suffit; pour changer de nature, il faut une révolution sociale, qui brise toute l'organisation économique capitaliste en entreprises et réorganise l'économie dant un tout unique qui ne connaît ni "propriétaires" (d'Etat ou privé), ni loi de valeur.

De tout cela, il n'a jamais été question dans la Chine de la "Démocratie Nouvelle"; pour Mao-Tse-Dong comme pour la "Bande des 4" ou Deng Xiaoping, malgré la mensongère propagande socialisante, le problème a toujours été l'implantation et le développement du capitalisme dans un pays économiquement arriéré.

10 ANS DE REFORMES

Ces 10 ans de réformes n'ont pas substantiellement modifié la physionomie de la Chine, qui reste un pays essentiellement agricole qui fait partie de ceux des pays "sous-développés" où la proportion de la population paysanne est la plus grande. Le recensement de 1982 a donné des indications chiffrées: 73,7 % de la population active (soit 384 millions sur un total de 521 millions) travaille dans le secteur agricole. C'est une proportion voisine de celles du Bangladesh, du Vietnam, ou de l'Inde. Les salariés n'auraient constitué en 1985 qu'un peu moins du quart de la population active (ils étaient moins de 8 % en 1952), et les travailleurs classés comme ouvriers représentaient 16 % de cette population active. Il n'y a donc jamais eu en Chine de socialisme, d'abolition du salariat, mais au contraire une extension progressive du salariat en même temps que s'y développait le capitalisme.

La décollectivisation, le retour à l'économie familiale dans les campagnes, a eu comme conséquence dans un premier temps, grâce à l'augmentation des prix agricoles, d'accroître la production. Pendant 6 ans cette production agricole n'a cessé de croître jusqu'en 1984. Elle a ensuite fortement reculé, fondamentalement à cause de la faible productivité de l'agriculture chinoise, si on écarte les causes conjoncturelles (inondations, sécheresses). Cette faible productivité découle de la structure même de l'agriculture: exigüité des lopins de terre qui ne permet pas la mécanisation, quasi-inexistence de celle-ci (2 % des exploitations sont mécanisées-chiffre de 1984), extrême faiblesse des "intrants" (engrais, etc.) qui sont hors de portée des paysans; faiblesse générale des infrastructures de transport, de stockage, de protection contre les nuisibles, etc. D'autre part la primauté absolue de la

recherche du profit immédiat dans le développement de l'économie a eu des conséquences désastreuses sur l'environnement: déforestation et désertification ont entraîné une diminution d'un tiers de la superficie des terres cultivables (la surface cultivée par paysan est parmi les plus faibles du monde) (3). De plus la généralisation de l'agriculture familiale a nourri une tendance à négliger les travaux collectifs d'infrastructure, d'entretien des systèmes hydrauliques, qui ont toujours été la condition de l'agriculture chinoise. Le résultat est une augmentation et une aggravation des "catastrophes naturelles" et même une recrudescence des maladies agricoles (4). Enfin, les ressources financières limitées de l'Etat chinois, l'ont conduit à diminuer ces derniers temps les investissements dans l'agriculture, suivant la loi immuable du capitalisme qui sacrifie toujours l'agriculture au profit de l'industrie.

Pour compléter ce tableau des réformes dans l'agriculture, il faut souligner l'aggravation des disparités régionales, y compris dans ce secteur, et l'aggravation des différences de revenu parmi les paysans. La libéralisation économique provoque et provoquera une différenciation sociale toujours plus accrue. A côté des paysans enrichis, qui peuvent créer des petites entreprises agro-alimentaires, apparaissent les phénomènes de l'exode rural, et de "difficultés alimentaires". Selon les déclarations officielles 100 à 200 millions de paysans souffrent de disette; et si les mauvaises récoltes continuaient, le pays serait obligé d'acheter à l'étranger de quoi nourrir ses citadins.

La Chine avait jusqu'à présent réussi à éviter le fort exode rural avec la croissance urbaine anarchique correspondante qui se rencontre souvent dans les pays "en voie de développement". Un sévère contrôle étatique à l'époque maoïste rivait les paysans sur leur sol, en fonction stricte des besoins de l'économie. Au moment du "Grand Bond en avant" une vingtaine de millions de paysans furent recrutés pour occuper de nouveaux emplois industriels. Après l'échec du Grand Bond, ils furent renvoyés dans les campagnes. De même, lors de la Révolution culturelle (1966-1976) 14 millions de paysans furent embauchés dans les entreprises urbaines; l'exode était de 2 millions de personnes par an. Pour le compenser, 17 millions de personnes furent refoulés dans les campagnes. Avec le début des réformes, les contrôles étatiques s'assouplirent et on permit aux jeunes envoyés dans les campagnes de revenir dans les villes (5). Les statistiques chinoises indiquent que le chômage urbain a pu malgré tout être ramené à moins de 2 %, soit 3,5 millions de personnes, alors que l'exode rural s'est développé. Des évaluations plus crédibles avancent un chiffre de 20 à 30 millions de chômeurs (6). Le "Quotidien du Peuple" du 19.12.88, a, en outre, annoncé que 15 à 20 millions de travailleurs "en trop" dans les entreprises devront être licenciés dans les années qui viennent. Mais les véritables problèmes d'emploi sont à venir; selon le "Quotidien Economique", il y aura en l'an 2000, soit dans à peine plus de 10, 250 millions de travailleurs sans emploi, dont 200 millions dus à l'exode rural (7) !

Dans l'industrie, les réformes ont rencontré un succès similaire à celui de l'agriculture: la production industrielle a fortement augmenté, au-delà même des espérances et des prévisions des dirigeants chinois. Mais, l'anarchie typique de la production capitaliste s'est manifestée, sous la forme de surproductions dans certains secteurs, tandis que d'autres étaient déficitaires. La diminution du poids de l'Etat dans les décisions économiques a accentué les différenciations régionales de développement économique, différenciations qui depuis les premiers pas du capitalisme en Chine au XIXème siècle, opposent les régions côtières à l'intérieur du pays. Il faut y ajouter une différenciation entre les zones de vieille industrialisation du Nord-Est (industries lourdes, charbon, etc.) et les zones d'industrialisation récente du Sud-Est. Ces dernières ont connu un taux de croissance phénoménal (24 % par an, contre 5,1 % au Nord-Est) et représentent maintenant 44 % de la production industrielle totale. Ce sont là où se trouvent les "zones industrielles spéciales" qui voient le capital étranger s'implanter dans des industries légères, "de main d'oeuvre" tournées vers l'exportation. Les capitalistes de Hong Kong

emploient par exemple de 2 à 3 millions de travailleurs dans la région de Canton (8). Ce sont les régions où prolifèrent les entreprises privées et les "coopératives", responsables désormais de 44 % de la production industrielle du pays. Le boom industriel atteint son pic en 1984 avec une explosion de l'inflation (officiellement 8,8 % en 85, probablement autour de 20 %). La récession qui a suivi a frappé surtout des myriades "d'industries rurales"- en réalité de minuscules entreprises- un dispositif important pour freiner l'exode rural; on recensait en 1987 17 millions de ces entreprises, qui employaient 88 millions de personnes.

Après un redémarrage, l'économie est entrée à nouveau en crise en 1988. L'inflation, officiellement estimée à 30%, a dû dépasser les 40 %. De véritables paniques boursières ont éclaté dans les villes où avaient été créées (avec grand succès) des bourses. Des centaines de milliers de chômeurs autrefois employés par les "industries rurales" ont gagné les grandes villes: un million d'immigrants à Canton au début de cette année (la gare de la ville héberge 30'000 chômeurs sans abri) (9).

CONFLITS SOCIAUX

Les difficultés économiques ont évidemment eu des conséquences sur le climat social. Les autorités avaient dénombré en 1987 "100'000 incidents, impliquant plusieurs millions de paysans" dans une série d'actions violentes allant de l'occupation de véhicules chargés du transports des engrais chimiques à l'attaque d'entrepôts, ou même la "prise d'assaut d'usines d'engrais" (10). Le pouvoir a répondu à ces troubles et à l'accroissement de la délinquance par des vagues terroristes de condamnations à mort et d'exécution en public. Au cours de l'année 88, des centaines de grèves auraient éclaté. Les informations à ce sujet sont très rares, mais elles permettent de comprendre que les manifestations étudiantes de ce printemps se déroulaient dans un climat social tendu. Le pouvoir chinois a une certaine habitude de la contestation étudiante qu'il tolère parfois assez longtemps: les étudiants ne sont qu'une toute petite minorité de la population et ils sont issus de la classe dirigeante. En 86, les chefs étudiants étaient les fils de dirigeants hauts placés de l'Etat et du parti. Mais le pouvoir sait que la classe ouvrière est son véritable ennemi. Il le sait d'autant mieux que le noeud central des prochaines réformes est de savoir comment augmenter la productivité donc l'exploitation de l'ouvrier chinois. Les ouvriers sont trop payés selon les bourgeois; ils ne travaillent pas assez, ils sont trop sûrs de leur emploi. Pour reprendre la formule de Deng, il faut casser le "bol de fer" de l'ouvrier, augmenter son insécurité, l'instabilité de son emploi pour l'obliger à travailler plus et pour moins. L'objectif serait de généraliser l'emploi sans contrat et l'emploi "hors plan" (en 1984: 4 millions de travailleurs sans contrat et 10 millions de "hors plan", catégorie encore plus misérable). Mais les autorités redoutent

une explosion; c'est la raison pour laquelle elles ont envoyé des missions d'étude en Pologne, pour savoir comment le gouvernement polonais agit vis-à-vis de Solidarité...

C'est aussi la raison pour laquelle elles se montrent féroces et impitoyables envers les ouvriers. Déjà lors des mouvements étudiants de 86, la répression n'avait frappé que les ouvriers qui avaient essayé de profiter du mouvement pour se faire entendre. Aujourd'hui si le gouvernement de Pékin a eu brutalement recours à la répression, s'il fusille des ouvriers, c'est parce qu'il a craint que se développe des tentatives d'organisation ouvrière indépendante, et que le printemps pacifique des étudiants ne débouche sur un été ouvrier à la Coréenne.

Le mouvement étudiant de Pékin a très vite entraîné autour de lui des habitants de toutes les classes sociales, y compris les petits patrons qui défilèrent sur leurs motos rutilantes. Son mot d'ordre n'était pas subversif: démocratisation et soutien au chef du parti. Il représentait pour le gouvernement central un risque de perte de contrôle politique qui s'ajoutait au risque de perte de contrôle économique. Il devait donc être brisé; mais le gouvernement s'applique à reconnaître comme "patriotiques" ses participants dans leur majorité. Les seuls subversifs, envers qui on ne doit montrer aucune faiblesse, aucune pitié, sont les ouvriers.

La classe ouvrière chinoise apprend aussi cette leçon, et elle saura venger les siens qui tombent aujourd'hui. La bourgeoisie "rouge" chinoise a scellé son destin: la classe ouvrière sait désormais que la seule voie de son émancipation est celle de la lutte ouverte, violente, contre tout l'ordre établi.

Le jour de la revanche prolétarienne n'est pas proche, mais il viendra et ce jour là les prolétaires chinois feront payer tous leurs crimes à leurs exploiters. Malheur à toi, Bourgeoisie!

(1) Cf "Le prolétaire" No 295, "La Chine future super-puissance capitaliste".

(2) R. DUMONT, "La Chine décollectivise", Paris 1984.

(3) Cf "La décollectivisation dans les campagnes chinoises", "Le courrier des Pays de l'Est", No 275.

(4) Cf "Le Monde", 3.1.86. Voir aussi "Le courrier des Pays de l'Est" No 312 "Les enjeux de la gestion du sol en Chine" et No 298 "Une crise écologique majeure".

(5) Cf "L'emploi et le revenu des travailleurs en Chine, 1978-1986", "Problèmes économiques", No 2076

(6) Cf "Le courrier des Pays de l'Est" No 299.

(7) "Financial Times", 3.3.89.

(8) Les investissements étrangers approuvés sont estimés à 30 milliards de dollars; ils viennent surtout de Hong Kong (30%), du Japon (18,5%). "The Economist" 29.6.89.

(9) "Financial Times", 28.2.89.

(10) "Chine 1987-1988: réforme, crise et insertion dans le commerce mondial", "Le courrier des Pays de l'Est" No 331.

POLOGNE LA FARCE ELECTORALE CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la page 1)

noirs moments de la répression. Dès les accords de Gdansk, la direction de Solidarnosc se mit en effet en campagne pour calmer les esprits, avec l'aide bienvenue de l'Eglise. Toute sa stratégie fut alors de trouver un équilibre entre la volonté de lutte des prolétaires et la défense des "intérêts supérieurs de la Pologne", tantôt en brandissant le spectre du char russe, tantôt en appelant à la nécessaire restructuration de l'économie polonaise accablée par la dette et totalement inefficace à suivre les exigences du marché capitaliste.

Petit à petit, les prolétaires durent se mettre à genoux, malgré les sursauts sans lendemain faute de centralisation et de direction de lutte, et regarder leurs anciennes idoles de 80 non plus comme des dirigeants de confiance mais comme de vrais traîtres se répartissant les tâches du maintien de l'ordre avec les zomos (1).

Les élections au Sénat, une nouvelle Chambre créée pour l'occasion, et à la Diète en juin dernier sont l'aboutissement de tout ce processus qui permet à l'Etat de discipliner à l'ordre bourgeois le prolétariat remuant, et de

redonner au capital national une meilleure base pour relancer l'accumulation des profits en créant des conditions d'exploitation du prolétariat plus favorables (fermetures des usines non rentables, rationalisation des autres et licenciements, joint-venture avec les capitaux occidentaux, etc.).

Rappelons les événements. Les élections du 4 juin devaient nommer 100 députés au Sénat. Pour cette Chambre basse, aucun quotas n'avait été réservé pour les membres du POUP. Le résultat donna au premier tour une victoire écrasante de ceux qui s'étaient présentés au nom de Solidarnosc: 92 sièges leurs étaient déjà attribués et le second tour porta ce nombre à 99.

Pour la Diète par contre, le gouvernement avait limité à 35% des 460 sièges le nombre de députés de l'opposition, et dans les 65% il y avait une liste dite "nationale" de 35 personnalités du POUP, éligibles avec 50% des voix bien sûr, mais qui ne devait faire l'objet que d'un seul tour. Cet exercice périlleux de vote à un tour pour les grosses nuques, se solda par un cuisant échec puisqu'aucune d'entre elles ne fut élue, quant aux autres des 65%, ils

(Suite en page 10)

POLOGNE: LA FARCE ELECTORALE (Suite de la page 9)

ont tous dû se représenter au deuxième tour.

Cette situation a entraîné un succès tout apparent pour Solidarnosc. Mais il ne cache pas pour autant la méfiance que le syndicat provoque aujourd'hui parmi le prolétariat et qui s'est exprimée à cette occasion par un taux d'abstention important de 38% à l'échelle nationale, mais qui atteint presque les 50% dans certaines régions comme la Haute-Silésie industrielle.

Lors de sa tournée électorale, Walesa n'a pas reçu que des applaudissements! Les critiques à sa politique de compromis ont été vives, la confiance dans ce larbin de la bourgeoisie est désormais largement fissurée dans les rangs ouvriers.

Il ne nous importe pas de savoir si ces élections étaient "vraiment démocratiques" ou s'il ne s'agissait que d'une parodie! Nous laissons ce terrain de débat à d'autres, à ceux qui trompent le prolétariat en défendant l'idée qu'une lutte pour une "vraie" démocratie est anti-capitaliste ou constitue une indispensable étape vers le "socialisme" et qui s'indignent sur le manque de pureté de la farce électorale plutôt que sur l'embrigadement des prolétaires dans celle-ci.

L'après-élection, une fois dissipée l'euphorie de la "victoire" de Solidarnosc ("victoire" entre guillemets, car l'abstention est un camouflet pour le syndicat de Walesa) va être douloureux pour le prolétariat.

En 87, lorsque le prolétariat refusait de donner son accord au référendum lui demandant de consentir volontairement d'énormes sacrifices pour sauver l'économie nationale, la riposte à son refus fut une augmentation massive et immédiate des prix des produits de première nécessité. Cette année aussi la consultation populaire se solda par un nouveau pas de charge de l'Etat contre les conditions de vie des prolétaires. On parle déjà d'une augmentation de l'ordre de 300% sur les produits les plus essentiels pour les mois à venir.

A la différence des attaques précédentes, Solidarnosc devra cette fois prendre position non plus dans le rôle confortable d'opposition privée de tout moyen d'action sur le cours de l'économie, mais comme partie formellement intégrante de l'Etat. Il devra se découvrir encore un peu plus, car au-delà des réserves d'usage, il est fermement partisan d'une restructuration de l'économie brisant le monopole d'Etat et impliquant forcément licenciements et pressions salariales.

Les capitalistes des pays impérialistes d'Occident ne s'y sont en tout cas pas trompés. Plus que jamais le moment est venu de se rejeter sur la Pologne. Toutes les conditions des bonnes affaires commencent à y être réunies. La peur des chars russes est dissipée par les gestes "pacifiques" de Moscou, la libéralisation de l'économie fait son chemin dans les faits et dans les têtes, la classe ouvrière est soumise à la fois à la pression policière de l'Etat et à celle de Solidarnosc, dans un partage très démocratique entre l'usage du bâton et celui de la carotte. L'industrie polonaise est à brader, les requins se précipitent sur la bonne abaine.

C'est ainsi que les fameux chantiers navals de Gdansk, en voie de liquidation, après avoir fait l'enjeu des offres de rachat du financier Jerzy Piskorz-Nalecki, associé à un groupe anglo-américain, se sont offerts au plus offrant, la milliardaire américano-polonaise Piasecka-Johnson qui aurait acquis 55% du capital dans un contrat en société mixte avec l'Etat (pour que les héritiers de Staline puissent apprendre à gérer à l'américaine!). La signature du contrat s'est d'ailleurs faite en présence de Walesa qui en profita pour remettre à la milliardaire quelques mots de remerciements à Bush pour l'effort d'aide à la Pologne déjà consenti par les Etats-Unis et l'encourager à les poursuivre!

Ce contrat, certainement tête de pont d'une série d'intervention de ce genre des capitaux de l'impérialisme, va dans le sens souhaité par le POUP, par l'Etat et par Solidarnosc de liquider les "carnards boiteux".

Le sens de ces élections est donc bien de remettre la classe ouvrière au travail en lui imposant les sacrifices nécessaires au retour des jours plus favorables pour les profits capitalistes, de sonner l'appel aux capitaux étrangers, à celui des traditionnels bailleurs de fonds, mais aussi à ceux de la bourgeoisie polonaise émigrée et aguerrie à l'Ouest au plus efficace méthode de gestion du capital.

Au niveau du POUP, l'échec des élections aura de sérieuses répercussions. Le 28 juin, après une série de consultations internes préalables aura lieu

le plénum du parti pour tirer le bilan des élections du 4 juin. Les rumeurs circulent sur les risques de rupture du POUP entre l'aile libérale et le "béton" représenté notamment par le syndicat officiel OPZZ.

"Le Monde" du 10 juin rapporte les déclarations à l'agence Reuter de deux responsables du POUP sur la possibilité de la création d'un parti des réformateurs: "Une démocratisation plus rapide rend éminemment nécessaire la préparation de mesures historiques pour mettre un point final au chapitre du POUP" et lancer un nouveau parti de gauche en Pologne, un parti de gauche moderne. Nous devons essayer de mettre sur pied un parti réunissant des sociaux-démocrates et des libéraux de gauche. Un tel parti peut avoir de grandes chances lors de futures élections démocratiques. Et, si les tenants de la ligne dure ne sont pas d'accord avec nous, ce sera l'occasion pour eux de prendre congé".

Quelque soit le nouveau visage politique de la Pologne dans les années à venir, c'est le prolétariat qui fera les frais de la Pérestroïka à la polonaise. Et ce n'est pas dans la recherche d'une "véritable" démocratie qu'il trouvera une protection contre les incessantes offensives du capital, mais comme il l'a déjà montré autrefois dans sa lutte de classe, dans son organisation unitaire et dans sa lutte contre les larbins qui traitent en son nom mais sur son dos avec les Jaruzelski ou avec les nouveaux capitalistes.

Mais au-delà des aspects nationaux, la question polonaise doit être reliée à la question plus générale de l'Europe dont les contours géo-historiques issus du partage des zones d'influence à Yalta ne sont pas éternels. Les nouveaux démocrates polonais parlent de l'ouverture (du portefeuille!) à l'Ouest, d'une Pologne intégrée à l'Europe et du rattachement à la CEE plutôt qu'au COMECON pour les plus hardis d'entre eux. Le bloc de l'Est est aujourd'hui en pleine mouvance, la Slovaquie de la Yougoslavie réclame son rattachement à l'entité européenne de l'Ouest, la Hongrie suit la même piste. Et ceux comme la Roumanie qui ne se disent pas attirés par l'odeur de l'ECU (la monnaie européenne) se détachent malgré tout de l'URSS.

Au centre de toute cette mouvance il y a évidemment le cas le plus ardu et le plus inquiétant à traiter pour l'impérialisme de l'Est comme de l'Ouest: celui de l'Allemagne coupée en deux et qui crie au nom de l'"injustice historique" et de la "démocratie" à sa réunification et, au moins dans l'immédiat à la destruction du mur de la honte.

Gorbatchev n'a pas lancé l'idée de la "maison européenne" pour rien, l'impérialisme russe sait pertinemment qu'il ne peut par la seule dissuasion militaire maintenir son poids dominant dans cette région centrale. Les capitaux doivent compléter les canons. Ils ne dévorent pas la plus-value, mais sont sensés la produire. L'officier russe devra laisser plus de place à son compatriote banquier.

L'intelligence toute bourgeoise de l'équipe de Gorbatchev est d'avoir reconnu ce fait et d'en tirer les conséquences politiques. Si l'impérialisme russe veut garder un rôle à jouer sur le monde et défendre ses intérêts de grande puissance, il ne pourra le faire qu'en s'appuyant sur ses capitaux et par l'exploitation de la classe ouvrière à la puissance n., en profitant des bas salaires par rapport à ses concurrents.

Les européens de l'Atlantique, dont la France et l'Angleterre, peuvent s'inquiéter des tentations centristes en Europe, avec l'Allemagne de facto dans le premier rôle. Il faut donc bien comprendre ce que signifie ces envolées lyriques de nos bourgeois d'ici lorsqu'ils parlent de "l'amitié historique" de leur peuple avec le peuple polonais: se presser au spectacle pour ne pas subir l'humiliation du strapontin.

Les rencontres de Jaruzelski avec Thatcher ou avec Mitterand sont à ranger dans cette conscience bourgeoise "que l'Europe se construit aussi à l'Est". Thatcher - et cela est bien symbolique d'elle-même - a offert à Jaruzelski une aide de 255 millions de francs sur cinq ans pour... la formation de chefs d'entreprises et aider au développement d'une "économie de marché" (lisez: à la cessation du monopole de l'Etat sur l'économie de marché, puisque celle-ci existe et n'a jamais cessé d'exister sous une forme où l'Etat en est - du moins pour la grande industrie - "l'actionnaire" principal). Mitterand n'est pas venu non plus les mains vides le 15 juin, puisque la France accorde le rééchelonnement de 7,5 milliards de dette.

Pendant que Jaruzelski grapple les millions, Gorbatchev élu "superstar"

prend son bain de foule en Allemagne juste après la visite de Bush! Le russe venu dire aux allemands qu'ils devaient être le phare de l'Europe, l'américain pour les exhorter à ne pas trop oublier leurs engagements à l'Ouest.

Genscher, ministre des Affaires étrangères, parlera d'ailleurs lors de la visite de Gorbatchev du rôle de l'Allemagne qui ne se limite pas à la RDA mais s'étend "aux peuples polonais et tchèques" et rappellera qu'elle est "le pilier principal de ce pont entre l'Est et l'Ouest".

Cette lente transformation des rapports et des alliances entre l'Ouest européen et le glacis russe, doit rappe-

ler aux prolétaires qu'ils sont une seule classe internationale et que dans le concert des intérêts impérialistes, ils n'ont à prendre parti ni pour un camp ni pour l'autre, quelque soient les bouleversements qui pourraient survenir et quelque soit le "contrat politique" que lui présentera "sa" bourgeoisie pour défendre les intérêts nationaux.

(le 20 juin 1989)

(1) En ce qui concerne cette période, voir "le prolétaire" no 379 (oct. 84) et 397 (juillet 89), articles "Pologne: contre l'entente nationale" et "Pologne: du puissant mouvement de 1980 à la chausse-trappe démocratique de l'Union Nationale".

VENEZUELA

La révolte spontanée des prolétaires des grandes villes vénézuéliennes en février-mars derniers est connue (voir "Le Prolétaire" n°400). Mais la presse officielle - celle des partis dits "de gauche" y compris - ne s'est guère étendue sur ces événements. Comme il a été possible de le constater pour l'Algérie, ou plus récemment pour l'Argentine, les faits de ce type sont traités comme des faits divers qui ne l'intéressent que dans la mesure où ils peuvent faire vendre. Mais elle a aussi l'objectif constant d'éviter que les prolétaires se sentent réellement concernés par ces mouvements et y reconnaissent leurs frères de classe engagés dans des luttes contre la violence et la répression bourgeoises sur tous les plans de la vie sociale, conditions de vie et de travail, précarisation, chômage, émigration forcée, misère, faim, etc.

Le n° de "Espartaco" (1) que nous avons reçu dénonce l'extraordinaire violence de la répression bourgeoise et souligne la poussée prolétarienne qui est à l'origine de ces journées de révolte.

Il ne nous dit cependant rien sur le sens du travail des militants de "Espartaco" et sur leur éventuelle participation aux mouvements prolétaires de Caracas. Il se limite à nous informer sur la révolte et il est difficile de comprendre quelle a été leur contribution pratique et politique à la lutte des prolétaires des quartiers où ils sont présents. "Espartaco" nous informe notamment de la mort d'un de ses sympathisants, Carlos Anronio Dorante, dit "Pedro Tulio", au cours des affrontements du 27 février dans le quartier prolétarien 23 de Enero. Pedro Tulio faisait partie "de cette légion de prolétaires irréductibles nés des révoltes des années 70 dans la région Ouest de Caracas". Sans jamais abandonner la lutte, même dans les moments les plus sombres, Pedro Tulio était resté en contact avec "Espartaco" depuis 1981, date de la création du groupe.

Nous faisons écho dans notre presse au cri de dénonciation de la répression bourgeoise et de la complicité des organisations opportunistes, qui est lancé par "Espartaco".

Mais d'un groupe qui se dit "section du parti communiste international", nous pouvons nous attendre à quelque chose de plus qu'un appel à la solidarité prolétarienne et à la perspective lointaine de la conquête du pouvoir. Peut-être qu'en analysant la révolte des prolétaires et des masses pauvres du Venezuela comme une insurrection véritable, "Espartaco" juge qu'il est superflu d'expliquer comment la classe ouvrière peut se libérer du poison démocratique, du collaborationnisme inter-classiste, comment elle peut réellement prendre la voie de la prise du pouvoir. Peut-être "Espartaco" considèrerait-il que la révolte de février est un pas dans cette direction. Mais alors où sont les organisations du prolétariat, où est le parti de classe compact et puissant capable de diriger la classe ouvrière vers la révolution?

Il nous semble que "Espartaco" a énormément surévalué les émeutes prolétariennes et a surévalué les possibilités révolutionnaires actuelles au Venezuela.

Mille morts et peut-être davantage pendant les 4 jours d'émeute; une violence spontanée de rébellion associée à un incroyable mépris du danger, voilà quels ont été les traits de ce mouvement. Mais il y avait aussi le souvenir des batailles de rues livrées dès les années 70 dans ces mêmes quartiers ouvriers. La bourgeoisie n'avait rien oublié

de ces affrontements, et c'est pourquoi elle est intervenue sans retard ni hésitation.

Les véritables combats entre détachements de l'armée, de la police, de la Garde nationale, et groupes de prolétaires, ont été très violents. Face à la préparation des troupes qui défendaient le pouvoir et la propriété bourgeoises, les masses prolétariennes ne pouvaient opposer ni préparation, ni organisation. Les communistes révolutionnaires et les prolétaires conscients doivent en tirer une leçon brûlante. La Démocratie, le système parlementaire et démocratique, sont au service exclusif de la classe bourgeoise dominante qui utilise tous les moyens, y compris militaires, pour défendre ses intérêts. Les prolétaires ne doivent espérer aucun appui de la démocratie ni aucune amélioration de leurs conditions de vie. Ils ne peuvent en attendre que la répression la plus déchaînée lorsqu'ils essayent de résister à l'oppression et à l'exploitation bourgeoises, qui s'aggrave encore en période de crise. Les prolétaires ne peuvent pas non plus se fier aux forces politiques et syndicales réformistes, prétendument au service des travailleurs, mais en réalité toujours du côté de la conservation sociale et de la bourgeoisie.

De même que sur le plan de la lutte pour leurs intérêts économiques et sociaux immédiats, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action directe et leur organisation indépendamment des appareils de collaboration de classe, de même ils doivent organiser leur auto-défense de classe lors des affrontements sociaux avec les forces de répression bourgeoises.

Ce même n° de "Espartaco" contient un article très efficace à ce sujet, que nous publions ci-dessous (Pour une autodéfense de classe).

Même si ce n'est pas une perspective immédiate, le sous-sol économique et social travaille dans la direction qu'indique le marxisme: la catastrophe atteindra les citadelles du capital qui, à un certain point, ne pourront plus différer l'éclatement de la crise générale catastrophique du système capitaliste. Pour s'y préparer le prolétariat n'a d'autre voie que le retour à la lutte de classe, à la lutte sans quartiers contre les forces de la conservation sociale, en répondant coup pour coup, par l'organisation à l'organisation, par la solidarité internationale à l'alliance entre les bourgeoisies, par la lutte violente à la violence bourgeoise.

Et les communistes révolutionnaires ont la tâche incontournable, s'ils ne veulent pas renoncer à la victoire dans la lutte des classes, de reconquérir le patrimoine de batailles de classe synthétisé dans le marxisme, de former le parti de classe indispensable à la défense des intérêts historiques du prolétariat, d'intervenir dans toutes les luttes pour les intérêts immédiats du prolétariat afin d'en faire "l'école de guerre du communisme" en opposition à toutes les autres classes.

(1) "Espartaco", n° spécial, mars 89. "Espartaco" était autrefois l'organe d'une section de notre parti. Il est aujourd'hui publié par un groupe de militants sans liens organisationnels avec nous, qui se disent "section" du "parti communiste international". Ils semblent proches de militants qui ont scissionné du parti en septembre 82 sur des positions "attentistes" (cf "Programme communiste" n°90).

POUR UNE AUTODEFENSE DE CLASSE

Les moments les plus intenses de la révolte sont passés, mais sa sauvage énergie maintient encore les prolétaires vigilants. Les barricades qui furent l'horreur de la "Paix sociale" et de la concertation sont encore chaudes, alors que les combattants, leurs foyers et leurs familles servent de cible à la vengeance de la bourgeoisie et de tout son pouvoir d'Etat.

En effet, la suspension des garanties

constitutionnelles et l'instauration du couvre-feu ont permis que soient occupées plus de 2000 maisons et séquestrés de très nombreux prolétaires dans tout le pays, avec comme conséquence un procès pour la plupart.

Jour et nuit la police perquisitionne dans les quartiers, et maison par maison, les habitants sont dépouillés de leurs biens, même si ceux-ci ne viennent pas des pillages. Les prisons, les cen-

POUR UNE AUTODEFENSE DE CLASSE

tres de détention, les commissariats sont ainsi remplis de rebelles sévèrement battus et torturés et l'initiative de la lutte, maintenue pendant une semaine par les travailleurs est brisée par la brutalité de la répression.

Une telle contre-attaque de l'ennemi de classe, si sauvage que dans les quartiers Ouest et Sud de Caracas elle prit la forme de massacres, requiert de la part des travailleurs une auto-défense immédiate et efficace, capable d'arrêter sur leur propre terrain les hordes répressives déchaînées. Pour les capitalistes, les tanks, blindés, troupes d'infanterie ont été si efficaces dans l'écrasement de l'insurrection grâce aux dizaines de militaires et de policiers infiltrés dans les quartiers les plus combattifs, appuyant leur sale boulot sur le véritable service d'espionnage que sont devenues les sections du parti au pouvoir. Il faut attaquer ces agents puants du capital; supprimer leurs activités implique de couper les réseaux d'information qui permettent le siège et la capture de nos camarades de classe. Les poursuivre, les surveiller est un travail incontournable pour qui ne veut pas se laisser écraser sous la botte capitaliste. Il est nécessaire de coordonner toute l'activité pour la libération des prisonniers séquestrés par la police en noyaux contre la répression, comprenant les parents, les amis et les prolétaires, vigilants en permanence contre l'appareil répressif.

La solidarité envers les travailleurs frappés par la répression est vitale, et les lieux d'habitation doivent devenir des refuges pour les persécutés. Il faut châtier de façon exemplaire ceux qui après s'être tenus loin des combats, dénoncent aujourd'hui à la répression leurs amis et leurs voisins.

ARGENTINE: VIOLENTE REPRESSION
CONTRE LES EMEUTES DE LA FAIM

Après les émeutes du Venezuela du début de l'année, réprimées dans le sang par l'armée, l'Argentine a connu à son tour une vague de révoltes de prolétaires plongés dans la plus sombre misère, où seule règne la faim. A partir du 20 mai et pendant une dizaine de jours, les prolétaires révoltés se sont rués sur les magasins pour s'emparer des produits de base et des aliments nécessaires à leur survie, avant que n'entre en application le nouveau plan de crise concocté par l'équipe du Président battu R. Alfonsín.

La répression de ce mouvement, comme au Venezuela, a été particulièrement violente: une quinzaine de morts, des centaines de blessés (au point que les hôpitaux manquaient de sang) et deux mille arrestations. La place donnée à ces événements par les médias a été des plus réduites, car leur attention était braquée sur la place Tien Anmen et sur les progrès espérés de la démocratie en Chine. Les événements argentins ont pourtant l'intérêt de montrer une nouvelle fois dans quelles terribles conditions de vie sont maintenues les masses prolétaires d'Amérique latine et quel fardeau elles doivent porter pour assurer le fonctionnement du capitalisme et payer la dette à l'impérialisme. L'an dernier, l'inflation était estimée à 388 %; cette année l'austral se dévalue à la vitesse du mark allemand en 1922. Durant le seul mois de mai, l'inflation était de 80 %, ce qui, à

ce rythme là, l'amènerait autour des 22000 % à la fin de l'année ! Dans ces conditions le salaire d'une journée ne vaut pratiquement plus rien le lendemain. Pour pouvoir survivre - pour ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi - les salaires doivent être versés au moins une fois par semaine et immédiatement dépensés. Le seul refuge, mais réservé en pratique aux classes moyennes, est l'achat de dollars que la spéculation fait grimper encore plus vite que l'inflation. Les bourgeois, eux commercent en dollars et payent leurs employés en monnaie de singe, en australs.

Ecrasée par la classe capitaliste et par le poids des 58 milliards de dollars à rembourser à l'impérialisme, c'est-à-dire aux très démocratiques Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, etc., tous donneurs de leçons sur les bienfaits de la démocratie, la classe ouvrière argentine, autrefois féroce réprimée par la dictature militaire, désorganisée depuis toujours par ses prétendus défenseurs péronistes maîtres de la CGT, n'a guère d'autres possibilités de se défendre que par des explosions spontanées. Cette nouvelle révolte en Amérique latine, à laquelle il faut ajouter la vague de grèves au Brésil, montre à quel point le continent est assis sur un baril de poudre social, qu'aucun type de gouvernement, démocratique ou militaire, ne peut parvenir à désamorcer réellement.

La démocratie argentine a peut-être

écarté pour le moment l'ardeur répressive de l'armée (en donnant l'absolution aux tortionnaires et en faisant silence sur le "problème" des disparus), mais elle n'a pas calmé la faim des prolétaires ! Le changement de Président, prévu pour la fin de l'année mais qui a dû être avancé, n'y changera évidemment rien. Le démagogique péroniste Menem qui succédera à Alfonsín a déjà annoncé la couleur. Il a approuvé sans réserves l'état de siège décrété pour tout le mois de juin, et il se félicite de n'avoir pas à se salir les mains en portant la responsabilité de faire tirer sur la foule.

De plan économique, Menem n'en n'a pas annoncé, sinon celui de ne pas baisser les salaires des fonctionnaires et des couches intermédiaires qui sont le gros de son électorat. Qu'il n'ait pas annoncé de plan signifie qu'il n'a pas voulu se lier les mains, et que ses attaques contre le prolétariat seront d'autant plus brutales et imprévues. Et cela d'autant plus que Menem pourra compter, en plus de l'appareil répressif de l'Etat, sur l'encadrement de la CGT, toute prête à lui offrir les sacrifices des prolétaires contre davantage de prébendes et de bonnes places pour la bonzerie syndicale.

L'Argentine nous démontre une fois de plus que le vrai visage de la démocratie est celui de la dictature du capital.

LA FORMATION DU PARTI MARXISTE EXIGE
DES BASES D'ORIENTATION ABSOLUMENT HOMOGENES

Depuis quelques temps, nous effectuons des échanges de presse avec quelques groupes politiques extérieurs engagés sur le terrain de la lutte contre le capitalisme, l'idéologie, la politique et la pratique bourgeoise.

Tous ceux qui ont à coeur la cause du prolétariat et la préparation révolutionnaire marxiste ont un intérêt commun à connaître ces groupes de camarades qui, comme nous, s'efforcent d'organiser la critique du capitalisme et la lutte de classe - malgré leurs forces ultraminuscules en comparaison des éléphantiques appareils de l'opportunisme et du collaborationisme interclassiste.

En Europe, des articles se rapportant par exemple au groupe argentin **Emancipacion Obrera** (EO), au groupe mexicain **Alptraum** (qui s'appelle aujourd'hui **Comunismo**), sont déjà parus dans quelques journaux de groupes qui se réclament plus ou moins de la Gauche communiste - Courant Communiste International, Battaglia Comunista, Groupe Communiste internationaliste.

L'attention envers ces groupes latino-américains ici en Europe est apparue surtout à l'occasion d'une initiative, il y a quelques années, d'**Emancipacion Obrera** qui avait envoyé à tous les groupes politiques d'extrême-gauche dont elle avait connaissance, une "Propuesta Internacional". Cette "Propuesta" avait comme objectif de: "contribuer à modifier l'actuelle situation de faiblesse des petites forces révolutionnaires" et classistes dispersées dans le monde, en augmentant les possibilités d'action dans la lutte de classe. "Et de consolider et amplifier celles qui déjà aujourd'hui convergent spontanément, dans la perspective d'organiser et de centraliser une tendance internationaliste prolétarienne qui existe aujourd'hui, bien que limitée et affectée d'erreurs".

Nous dirons aussi notre position sur cette "Propuesta" et sur les polémiques qui se sont développées autour d'elle. Il est important maintenant de mettre en évidence l'existence de groupes politiques et de camarades qui depuis des années travaillent avec sérieux pour une clarification sur le plan de la théorie marxiste et sur celui de l'évaluation de la situation présente et des perspectives de la lutte de classe et révolutionnaire future.

Pour nous, à dire vrai, c'est une illusion et une déviation de poursuivre l'objectif d'unir les forces qui se réclament du marxisme, de la révolution et de la dictature du prolétariat en laissant de côté les différences de positions théoriques et programmatiques. De plus se serait destructif pour la cause même du prolétariat puisque le programme communiste et les lignes politiques, tactiques et organisatives, qui ne dévient pas elles, sont le point central de distinction entre les révolutionnaires marxistes et tous ceux qui concilient le marxisme avec le capitalisme et sa classe bourgeoise, ou fraction d'elle.

Emancipacion Obrera, dans sa "propu-

esta" ne pose pas la question du programme communiste et donc du parti de classe comme question centrale. C'est une différence non secondaire avec nous.

Cela n'empêche pas que la poussée dont est mue le groupe EO, et autres groupes qui se caractérisent de façon similaire avec la revendication "pour l'abolition du travail salarié", est une poussée de classe qui va vers la nécessité de la centralisation, de la tendance internationaliste prolétarienne. Cet aspect est important.

Les groupes politiques dont nous parlons (latino-américains et espagnols surtout, pour ceux qu'il nous est donné de connaître) expriment une réaction non seulement au stalinisme traditionnel mais aussi à ses variantes successives comme le maïsisme, le guévarisme, le gauchisme populiste plus ou moins teinté de couleurs violentes et guérilléristes. C'est par cette voie qu'ils se dirigent vers la conquête du patrimoine théorique et politique du marxisme non falsifié.

Il en découle la nécessité de faire des pas pour mieux s'orienter face au fourmillement des milles groupes qui se vantent de l'héritage et de la continuité du marxisme de Marx et de Lénine, et entre tous ceux qui, aujourd'hui, se vantent aussi de l'héritage et de la continuité de la Gauche de marque européenne ou "bordiguiste".

Il en découle aussi la nécessité de commencer, par des acquisitions théoriques, à se séparer nettement de toutes la fange opportuniste et enrichisseuse du marxisme.

Nous devons donc séparer nettement les forces qui, en se liant effectivement à la lutte de classe actuelle, mais aussi historique et future, se distinguent de toutes les autres par la lutte contre la démocratie, qu'elle soit comprise "en général" (ce qui signifie tout simplement "bourgeoise" rappelle Lénine) ou qu'elle soit affublée des adjectifs les plus fantaisistes comme "directe", "révolutionnaire", "vrai", "populaire", "prolétarienne", "justicialiste", "socialiste" ou "communiste".

Il y a quelques années déjà, dans un "Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste" (1950) que lançait notre parti de hier en se tournant - surtout en dehors d'Italie - vers les groupes qui

rompaient avec le stalinisme et qui étaient poussés à la réorganisation révolutionnaire, nous synthétisions les points distinctifs pour lesquels un tel appel se justifiait. Ces points sont toujours partie intégrante de notre fil historique. Pourtant dans la crise que le mouvement prolétarien traversait après la victoire contre-révolutionnaire et stalinienne (en participant à la guerre impérialiste, aux fronts partisans et aux blocs de partis), apparaissaient les premiers symptômes d'une réaction au stalinisme, d'une réaction qui pour beaucoup de groupe anti-staliniens se révélait influencée plus ou moins indirectement "par les manoeuvres politiques émanants des puissances impérialistes occidentales, de leur puissante et hypocrite propagande d'humanisme et de libéralisme". La cause de cette influence se notait "dans leur insuffisante préparation théorique, dans leurs origines, dans la même nature de critique qu'ils portaient à l'action passée et actuelle du stalinisme".

Aujourd'hui, la situation de fond en ce qui concerne la formation et l'activité des groupes qui réagissent à la persistance du national-communisme typique des partis staliniens et post-staliniens, n'a pas changé substantiellement. La courbe longue et mortelle de l'influence des puissances impérialistes occidentales et orientales, de l'influence des appareils politiques et syndicaux du collaborationisme interclassiste et du nationalisme, n'a pas encore été brisée.

Mais, n'étant plus au fond du gouffre de la contre-révolution, le mouvement prolétarien n'a pas encore réussi à gagner avec stabilité le stade de la lutte indépendante de classe. C'est un des facteurs qui n'a pas permis, et ne permet pas encore, aux avant-gardes politiques de consolider leurs forces limitées dans la juste lutte révolutionnaire marxiste. Mais seule la continuité cohérente avec le marxisme et avec les batailles de classe passées du mouvement communiste international, et seule aussi la liaison avec la lutte de classe même sous sa forme embryonnaire, pourra donner des forces aux petits groupes de révolutionnaires qui entendent travailler pour la formation du futur parti marxiste international.

Aujourd'hui, l'ordre du jour n'étant ni à la réalisation de l'assaut révolutionnaire de la citadelle de l'impérialisme, ni même à la vaste action de classe contre les pouvoirs centraux de la bourgeoisie, mais à un travail pour le moins invisible, peu connu à cause des très insuffisants moyens de propagande et des très insuffisantes forces à dispositions, et pour le moins

sans influence sur les masses prolétaires d'Occident et incompréhensible pour les masses d'Orient qui on subit directement la violence du stalinisme. Aujourd'hui est encore à l'ordre du jour la reconquête du patrimoine théorique et programmatique du marxisme intransigeant et non falsifié, seule base sur laquelle est rendue possible la "réorganisation d'une avant-garde internationale" en mesure de se proposer demain au prolétariat comme la nouvelle Internationale Communiste.

Les points clefs qui forment l'Appel de 1950 sont les suivants: **Revendication des armes de la révolution, de la violence, de la dictature, de la terreur - Rupture complète de la tradition des alliances de guerre, des fronts de libération partisans et nationaux - Négation historique du défensisme, du pacifisme et du fédéralisme entre les Etats - Condamnation des programmes sociaux communs et des fronts politiques avec les classes non salariées - Proclamation du caractère capitaliste de la structure sociale russe - Désaveu de chaque appui au militarisme impérial russe.**

Avec le même esprit que cet appel et sur la même ligne, nous prenons aujourd'hui en considération la possibilité de "dialoguer" avec des groupes révolutionnaires poussés objectivement sur la même voie. Dialogues non pas pour accorder entre eux des programmes, unions, actions politiques, nationaux ou internationaux, mais pour éclaircir - pour nous-mêmes et pour nos interlocuteurs - sur la ligne du marxisme, les bases d'homogénéité absolue de vues et d'orientation qui sont indispensables à la formation du parti de classe international. Loin de nous la prétention de "donner des leçons" au prolétariat et aux groupes prolétariens. Ce que nous voulons, c'est tirer des leçons de l'histoire du mouvement prolétarien et du mouvement communiste, de la politique et de la bataille de classe des grandes périodes de la lutte révolutionnaire et de celles des périodes obscures et arides de la contre-révolution.

Notre attention pour des groupes comme ceux de **Emancipacion Obrera** et d'autres similaires, dérive de la perception que les symptômes de réactions au démocratisme, au nationalisme, au pacifisme, à l'anti-impérialisme de marque bourgeoise sont liés à la réalité de la lutte de classe, à une réalité qui tend à rompre les mailles du filet collaborationniste et qui cherche une direction de lutte, une orientation politique générale non contingente, non limitée aux confins de la fabrique ou de la nation, non limitée à l'époque actuelle. Nous reviendrons donc sur les questions soulevées ici.

SUISSE: LE PACIFISME NE DESARME QUE LA CLASSE OUVRIERE

(Suite de la page 2)

geois, mais sont l'expression ultime des contradictions d'un mode de production où la concurrence armée règle les rapports entre Etats lorsque la concurrence commerciale et politique sont au terme de leurs possibilités pour imposer l'un plutôt que l'autre. Le capitalisme, par ses lois mêmes de production et non par le fait qu'il nourrit dans chaque Etat une armée nationale, ne peut assurer ni la paix ni l'égalité entre nations. L'alternative n'est pas "armée ou pas d'armée" mais bien société bourgeoise ou société communiste! La question de la suppression de l'armée ne peut se poser que dans le cadre de la liquidation de la société capitaliste, donc que dans le cadre de la nécessaire révolution prolétarienne, de la direction du parti de classe et de la dictature du prolétariat. L'alternative n'est pas violence ou non-violence, mais violence ouvrière ou violence bourgeoise.

Dans cette perspective d'affrontement entre classes, la seule juste historiquement, le prolétariat doit faire l'apprentissage de la lutte contre le militarisme, non pas sur le plan individuel et humaniste, mais sur le terrain de la lutte collective et de l'organisation des jeunes prolétaires sous l'uniforme afin de s'aguerir contre le militarisme bourgeois et de se préparer à des combats plus amples et plus complexes contre l'Etat. Une telle lutte aujourd'hui ne se mène pas seulement en dehors des casernes, mais aussi et surtout à l'intérieur, par l'organisation des soldats pour la défense de leurs conditions de vie, contre l'embranchement chauvin, par la propagande anti-militariste de classe et par la solidarité contre la répression de la hiérarchie. Bien que le capitalisme soit plongé dans un longue crise, que la concurrence entre blocs impérialistes s'exacerbe, que se profilent les futurs nouveaux alignements entre Etats, la situation peut encore apparaître comme idyllique pour les démocrates petits-bour-

geois qui sont les pacifistes des pays impérialistes, habitués à ne saisir des phénomènes que leurs apparences extérieures.

Les pays européens raffermissent leur union, semblant ainsi dépasser leurs antagonismes jusqu'à présent source de conflit armé, les russes et les américains parlent de détente et de paix, la démocratie gagne du terrain sur la plupart des continents, etc. Pour le pacifisme, au lieu d'être un signe d'amoncellement de charges explosives, cette situation est une ouverture pour l'alternative non-violente! Mais demain quand les signes de guerre ne seront pas masqués par les fumées bourgeoises et qu'il s'agira de se prononcer pour ou contre la défense du capitalisme et de l'impérialisme de "sa patrie", alors ils seront les partisans si ce n'est de la participation militaire à la guerre, du moins de la participation civile à l'effort de guerre! Mais jamais ils ne seront - sinon sous la contrainte de la terreur rouge - du côté de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire du prolétariat contre sa propre bourgeoisie.

Les pacifistes se permettent de poser le problème de la violence, et donc de l'armée et des guerres, en termes abstraits de noir ou de blanc, de bon ou de méchant, de oui ou de non, sans distinction de situation historique et sociale. C'est parce qu'ils nient que les luttes de classes soient le moteur de l'histoire et que les antagonismes entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peuvent pas être autrement que violents, qu'ils avancent de telles abstractions.

Ils veulent supprimer les guerres en supprimant les armées, mais veulent supprimer ces armées sans supprimer les classes, sans détruire l'appareil d'Etat, et par la seule conviction morale. Séduisante perspective qui selon eux pourrait se réaliser sans heurts grâce à la démocratie, sans affrontement autre que parlementaire ou référendaire.

Revendiquer l'abolition de l'armée

avec l'initiative "pour une Suisse sans armée" - autre manière de revendiquer le "désarmement intégral" que préconisait l'opportunisme de gauche en 1914-1915 pour échapper aux mots d'ordre révolutionnaire que lanceront les bolchéviks contre la guerre- rejette donc complètement le point de vue de la lutte de classe; il s'y oppose même directement puisque dans son idée du désarmement général et de la violence il inclut le désarmement et la non-violence du prolétariat.

Notre mot d'ordre est celui de l'armement du prolétariat contre la bourgeoisie, comme condition incontournable à son émancipation. La bourgeoisie ne désarmera jamais ni contre ses ennemis extérieurs, et encore moins contre son ennemi intérieur, le prolétariat; vis-à-vis de celui-ci elle saura même dépasser ses antagonismes avec d'autres Etats "ennemis" pour unir ses forces contre-révolutionnaire, comme l'ont montré autant la Commune de Paris que la Révolution d'Octobre.

Le prolétariat n'a pas de leçon de "civilités" et de non-violence à donner à la bourgeoisie dans l'attente criminelle que celle-ci fasse son mea-culpa, pose son arsenal à terre et auto-détruisse son appareil coercitif d'Etat! Le prolétariat, et plus particulièrement les jeunes prolétaires qui sont confrontés au problème du service militaire ne doivent pas tomber dans un tel piège démobilisateur qui n'arrange que les affaires de la bourgeoisie.

Contre l'armement de la bourgeoisie, le prolétariat lutte pour son propre armement, pour opposer à la violence bourgeoise conservatrice, sa propre violence révolutionnaire, seul moyen de faire tomber définitivement de son piédestal la classe capitaliste dominante.

" C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général,

" et il ne manquera pas de la faire, mais alors seulement et en aucune façon avant" (Lénine, "Apropos du mot d'ordre de "désarmement", 1916)

Le prolétariat doit - d'une façon ou d'une autre - faire l'apprentissage des armes, le fait que des jeunes prolétaires partent sous les drapeaux n'est pas de ce point de vue critiquable, n'en déplaît aux pacifistes plus amateurs de sit-in, mais c'est un acquis positif pour qu'un jour les prolétaires puissent se retourner contre l'Etat bourgeois autrement armés que des armes de la critique.

(1) Voir par exemple sur ce sujet le texte de Lénine "Le socialisme et la guerre", 1915, OC, T.21, éd.Sociales

LENINE ET LA QUESTION DE LA GUERRE

"La guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un "péché", comme le pensent les prêtres chrétiens (qui prêchent le patriotisme, l'humanisme et la paix non moins bien que les opportunistes), mais une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix. De nos jours la guerre est une guerre de peuples. Cette vérité n'implique pas qu'il faille se laisser emporter par le courant "populaire" du chauvinisme, mais elle signifie que les contradictions de classe qui déchirent les peuples persistent et se manifesteront également en temps de guerre, à la guerre dans le cadre de la guerre. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., ne sont que pures sottises, qu'un rêve misérable et craintif d'une lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, qu'un vœu souhaitant la destruction du capitalisme sans une ou plusieurs guerres civiles acharnées. Dans l'armée aussi, un socialiste a le devoir d'être propagandiste de la lutte de classe; l'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. A bas, la naïve sentimentalité des vœux pieux sur "la paix à tout prix" !"

(La situation et les tâches de l'Internationale, 1914)

"A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée".

(Conférence des sections à l'étranger du POSDR, 1915)

"Nous autres, marxistes, nous différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part."

(Le socialisme et la guerre, 1915)

"Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait qu'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes et qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'autre moyen d'en sortir que la lutte de classe et le renversement de la classe dominante.

"Dans toute société de classe, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais même la milice - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat.

(A propos du mot d'ordre de "désarmement", 1916)

CORRESPONDANCE

ACTION DIRECTE: L'ISOLEMENT A PERPETUITE

Nous avons reçu de l'AFAPP (Association des Familles et Amis des Prisonniers Politiques, BP 716, 75162 Paris cedex 04) un communiqué à propos de la grève de la faim suivie par les militants d'Action Directe, dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Nous rappelons à cette occasion que dans la conception communiste, la solidarité contre la répression de l'Etat bourgeois est indépendante des critiques des orientations politiques des militants emprisonnés. Cependant il nous faut relever que dans ce communiqué l'AFAPP donne une orientation fautive à sa campagne lorsqu'elle écrit que "l'opposition extra-légale ne doit pas subir une répression de type totalitaire dans un Etat "de droit" " ou: "nous vivons dans un Etat dit de droit qui exige certaines choses de ses citoyens. A notre tour, nous exigeons de cet Etat que chacun dans ce pays puisse s'exprimer." Même en utilisant des guillemets, c'est accorder du crédit à la propagande bourgeoise sur "l'Etat de droit", qui serait impartiale, au dessus des classes, alors que l'Etat, quel que soit son apparence "libérale", "démocratique", à un moment donné, n'est toujours que l'instrument de la domination de classe de la bourgeoisie. Dans l'espoir sans doute de toucher quelques intellectuels démocrates l'AFAPP en vient à s'illusionner et à illusionner ceux à qui elle s'adresse, sur le fait que l'Etat pourrait respecter des règles idéales et abstraites de fonctionnement, qu'il pourrait accorder, simplement par respect "sportif" envers ces règles, un statut à ses adversaires, si ceux-ci déclarent prendre eux aussi au sérieux ces mêmes règles. En réalité, ces règles, ce "droit", sont un mensonge destiné à protéger l'exploitation de classe, et seul un rapport des forces suffisant peut faire reculer l'Etat bourgeois.

* * * *

Le 4/7/89, le garde des sceaux, M.Arpaillange, annonçait la fin de l'isolement carcéral, y compris pour les prisonniers politiques dans ce pays, et "Le Monde" les chiffrait à 281 détenus. Mais 3 jours plus tard, l'ordre péni-

tentiaire régnait toujours en maître, et même pire qu'auparavant ! En effet, non seulement les détenus ont regagné leurs quartiers d'isolement, mais surtout la procédure de mise à l'isolement est devenue encore plus arbitraire...ou plutôt relève maintenant d'une décision purement politique. En effet, avant le 4 juillet, l'isolement était soumis à une procédure de reconduction trimestrielle qui cherchait à donner un masque à ce procédé ignoble. Un médecin de l'administration pénitentiaire devait apposer sa signature et cautionner ainsi la "nécessité" de l'isolement. Depuis le 4 juillet 88, ce qui n'était déjà qu'une pitoyable parodie de justification "scientifique" n'existe même plus. Depuis cette date, aucun prisonnier politique soumis à l'isolement n'a vu ou reçu de notification confirmant son maintien à ce régime de destruction. Et bien sûr, forts de cette nouvelle poussée sécuritaire, les fonctionnaires de la place Vendôme ont érigé en principe le fait que les prisonniers politiques reconnus coupables de crimes de sang, les "terroristes" en langage médiatique, seront automatiquement soumis à l'isolement. C'est dire que maintenant ce n'est plus seulement sa durée qui fait que la peine de prison est plus ou moins lourde. Ce sont les modalités de son application: détention "normale" ou isolement. (...)

ACTION DIRECTE EN GREVE DE LA FAIM

(...) Lors du procès pour l'action de commando contre M. Besse, le silence a régné, alors que les médias ont systématiquement déformé les propos des accusés, en bobinant le pas à la justice qui les a empêchés de s'exprimer. Aujourd'hui ces 4 militants révolutionnaires demandent deux choses: la fermeture des quartiers d'isolement et leur regroupement par le statut de prisonniers politiques, afin qu'ils puissent continuer leur réflexion politique en prison, comme ont pu le faire avant eux Gramsci, prisonnier de Mussolini, R. Luxemburg et bien d'autres. Ou comme pouvaient encore le faire les prisonniers politiques relevant de la Cour de Sécurité de l'Etat avant 1981. Cette cour, vestige d'un monde autoritaire qu'on a cru révolu

un certain 10 mai, a été supprimée par les socialistes. Pourquoi alors ont-ils également supprimé la possibilité de visites libres et collectives, la possibilité très large de réunion à l'intérieur de la prison dont bénéficiaient les détenus relevant de cette cour d'exception ? Car dès le début de son premier septennat, M.Mitterrand a adopté une politique carcérale conforme à la tradition social-démocrate: sembler progressiste pour pouvoir être encore plus répressif. Concrètement, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et du regroupement des prisonniers qu'elle condamnait, seul avantage que ceux-ci en retireraient automatiquement: l'autoritaire et l'arbitraire tentant de se dissimuler derrière quelques concessions tactiques...

(...)Pour toutes ces raisons, et pour bien d'autres (...), nous pensons qu'il n'y a là aucun dérapage. Il y a une convergence vers une réalité: toujours plus de répression. Face à cette réalité-là, chacun choisit. Mais on ne peut imputer aux 4 militants d'Action Directe la responsabilité finale de ce qu'ils subissent. Ce n'est pas le "terrorisme" qui sert au renforcement de la répression c'est notre passivité complice qui permet à l'Etat d'outrepasser ses propres lois.

Les revendications des grévistes de la faim doivent être satisfaites.

La situation que nous connaissons actuellement est la suivante: les 4 membres d'Action Directe ont été condamnés, le 11 janvier 1989, de fait, à l'isolement à perpétuité. Ceci est contraire aux lois mêmes de cet Etat, mais aussi à la conception que nous avons de la lutte politique. Nous vivons dans un Etat dit de droit qui exige certaines choses de ses citoyens. A notre tour, nous exigeons de cet Etat que chacun puisse s'exprimer. Pour les militants d'Action Directe, ce droit passe par la réception du courrier sans censure, par des visites en nombre suffisant, par leur regroupement, par leur regroupement, par le statut de prisonniers politiques. Et par la fermeture des quartiers d'isolement pour tous les prisonniers (...).